

Histoire

L'Association Internationale des Travailleuses-Travailleurs



diffusion par le
Cercle des ami.e.s de l'A.I.T. de Montréal

Table des matières

L'organisation révolutionnaire internationale du prolétariat.....	1
Anarchisme et syndicalisme	1
Les origines	5
Les idées de base	8
La situation dans différents pays au début du siècle.....	14
En France	14
Aux États-Unis	17
En Argentine	18
En Italie	19
En Espagne.....	20
La contradiction constitutive.....	21
L'anarcho-syndicalisme entre les deux guerres.....	22
En Russie.....	23
En Italie	24
En Allemagne.....	26
En France	27
En Espagne.....	28
L'Association internationale des travailleurs	28
Problèmes actuels de l'organisation ouvrière révolutionnaire	30
AIT, l'internationale révolutionnaire inconnue.....	35
1 ^o – Agitation sociale.....	37
2 ^o – La période révolutionnaire	42
3 ^o – Baptême de feu.....	49
4 ^o – La reconstruction	56
Chronologie de l'AIT	71

L'organisation révolutionnaire internationale du prolétariat

Anarchisme – anarcho-syndicalisme – syndicalisme révolutionnaire

Éditions CNT-RP, 1997

Le mouvement ouvrier est un fait que personne ne peut ignorer, tandis que le syndicalisme est une doctrine, un système, et nous devons éviter de les confondre.

Malatesta, Amsterdam, 1907

Ce texte contient les éléments ayant servi de base à une conférence donnée par Eduardo Colombo, du syndicat CNT-F Santé-Social, le 15 juin 1996, dans le cadre des séances de formation de l'union régionale Ile-de-France.

Une première version de ce texte, légèrement différente et signée du pseudonyme de Nicolas, a été publiée dans le numéro 1 des *Raisons de la colère*, Paris, 1979.

Anarchisme et syndicalisme

Le projet d'une organisation révolutionnaire dans ses fins, fédéraliste dans son organisation et d'action directe dans ses moyens, est vieux de plus de cent vingt ans.

Il est né de la Première Internationale et après le Congrès de La Haye qui sanctionna la scission de l'Internationale. Il continua à exister et à se développer dans la tendance bakouniniste ou anti-autoritaire au sein de l'organisation ouvrière.

Mais les premiers espoirs n'ont pas survécu à l'évolution d'un syndicalisme amputé de sa branche révolutionnaire qui a accompli la plus parfaite des intégrations au système établi, en s'adaptant aux besoins et aux exigences du régime capitaliste-étatiste.

« C'est, semble-t-il, dans la mesure où les états-majors syndicaux deviennent puissants et organisés qu'ils peuvent poursuivre avec succès une politique de négociation qui par la suite crée des habitudes et des façons nouvelles de conduire la lutte sociale. »¹

Deux faits principaux sont à prendre en considération à l'origine de l'évolution réformiste du syndicalisme : l'un est l'acceptation de séparer en deux champs distincts le politique et l'économique, et l'autre est la conséquence de la législation, c'est-à-dire d'être entré dans le carcan de la loi dictée par la classe dominante.

Aussi deux voies différentes amènent à un résultat similaire. Lénine pensait que : « Si nous disons que ce n'est pas le parti, mais les syndicats eux-mêmes qui vont présenter les candidatures et diriger, cela aura une allure très démocratique et nous donnera peut-être des voix, mais pas pour longtemps. Ce serait la fin de la dictature du prolétariat. [...] Oui, vraiment, sans le parti on ne peut pas diriger le prolétariat. »² En empruntant la ligne léniniste, on ne peut qu'arriver au Kremlin ou au palais du Peuple.

Au Kremlin — voie aujourd'hui ensevelie dans le marécage de la transition capitaliste —, Brejnev reconnaissait au VIe Congrès des syndicats soviétiques (le 22 mars 1977) que la tâche essentielle des syndicats était de « renforcer la discipline du travail ».

Au palais du Peuple, le 11 octobre 1978, Deng Xiaoping, devant les deux mille délégués du IXe Congrès national des syndicats disait : « Les travailleurs doivent développer leurs glorieuses traditions de dur travail, d'abnégation et de discipline, acceptant sans rechigner les transferts (d'emplois) et aimant leurs entreprises comme leurs propres foyers. [...] Les syndicats doivent éduquer leurs membres dans le respect d'une direction administrative hautement centralisée

¹ D. Martin : les Systèmes de négociation et de représentation dans l'entreprise. Cité par B. Edeman : la Légalisation de la classe ouvrière. C. Bourgeois éditeur, Paris, 1978, p. 183.

² Lénine, 1921, dans le « Bulletin du IIe Congrès des mineurs de Russie » in Sur l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme. Ed. du Progrès, Moscou, 1973, pp. 358-359.

dans leurs entreprises et de l'entière autorité du système de commandement de la production. »³

L'autre voie a été suivie par les oligarchies occidentales. La bourgeoisie d'affaire éclairée et la techno-bureaucratie ascendante ont trouvé, à travers la législation de la lutte ouvrière, la négociation et la conciliation obligatoires, à travers les contrats collectifs, les délégués syndicaux et les états-majors des centrales syndicales réformistes, le moyen de transformer la lutte de classes en un conflit d'intérêts corporatifs, délimités par l'évolution du corps politique de la nation. Et ici aussi, comme tout le monde le sait, la politique c'est l'affaire des partis et non des syndicats.

L'évolution des syndicats était prévisible, ou du moins certains militants révolutionnaires de la fin du siècle dernier ont vu le problème avec lucidité. Dans les années héroïques de la CGT française (1902-1909), aux yeux de Griffuelhes, de Merrheim, d'Émile Pouget, de Georges Yvetot, de Delasalle — pour ne nommer que quelques-uns parmi ceux qui ont laissé leur nom —, le grand danger auquel s'affrontait le mouvement ouvrier était la légalisation, la « domestication » (on dirait aujourd'hui « intégration dans le système »). Les socialistes réformistes avaient commencé la tâche à travers le cabinet Waldeck-Rousseau ; déjà en 1884, la loi du 21 mars « reconnaît » aux syndicats professionnels la capacité de se constituer librement sans l'autorisation du gouvernement, et d'agir du point de vue judiciaire à condition d'être enregistrés auprès de l'administration d'État, de présenter leurs statuts et de donner à la police les noms des membres des commissions. En 1900 et 1906, le socialiste Millerand présente un projet de loi qui met en place les conseils d'usine, l'arbitrage obligatoire dans les disputes entre ouvriers et patrons et la réglementation de la grève.

« Les conventions collectives, précise la loi du 11 février 1950, doivent contenir les dispositions concernant les procédures

³ Le Monde : 14 septembre 1978.

contractuelles de conciliation suivant lesquelles sont réglés les conflits collectifs du travail... »⁴

La conciliation devient obligatoire. Négociation ! Négociation ! réclame la bureaucratie syndicale. Mais aucune négociation ne peut résoudre le conflit unique — celui dont tous les autres découlent — le conflit entre le capital et le travail, entre exploiteur et exploité, entre dominateur et dominé. Et lorsque, pour des raisons économiques et politiques diverses, le système perd élasticité, souplesse, la situation se bloque, le chômage augmente, la crise s'installe et la domestication du syndicalisme se fait de plus en plus évidente.

C'est alors que les vieux réflexes de défense réapparaissent. « Instinct de classe », comme dirait Bakounine, l'action directe, la grève sauvage, la séquestration de patrons et l'occupation d'usines, le sabotage... tout ce que bien ou mal le syndicalisme révolutionnaire a voulu organiser et mettre en avant. Et c'est cette pratique qui recevra l'épithète accusatoire de Lénine d'anarcho-syndicalisme.

Pour la mentalité léniniste, tout ce qui, ayant une pratique légale ou non, échappe à la direction du parti est déviation anarchiste petite-bourgeoise. « Pour diriger, il faut avoir une armée de communistes révolutionnaires aguerris ; cette armée existe, elle s'appelle le parti. » (Lénine, 25 janvier 1921). Déjà, en 1907, Lénine accuse le syndicalisme révolutionnaire d'« inconsistance anarchiste de l'organisation » empruntant une phrase à Voïnov. En 1921, une résolution du Xe Congrès du parti communiste russe critique « l'opposition ouvrière » pour « la mauvaise position de la question des rapports entre le parti et les grandes masses de sans-parti », et pour « la fausse conception du rôle de la classe ouvrière dans ses rapports avec toute la masse des travailleurs », ce qui est « une tendance vers le syndicalisme et l'anarchisme ».

Dans l'article particulièrement borné d'un historien « communiste » actuel, l'anarcho-syndicalisme est défini ainsi : « Jusqu'à preuve du contraire, ce terme (anarcho-syndicalisme) — à la différence du

⁴ B. Edeman, op. cit., p. 230.

terme syndicalisme révolutionnaire — a l'avantage de la précision, il insiste sur la rencontre de la pratique sans théorie des syndicalistes de l'époque et de la théorie sans pratique syndicale préalable des anarchistes. »⁵

Mais qu'est-ce que c'est que l'anarcho-syndicalisme ? Anarcho-syndicalisme et syndicalisme révolutionnaire sont-ils synonymes ?

Les origines

Il faut peut-être d'abord se mettre d'accord sur le contenu de certains termes tels que *anarcho-syndicalisme* qui, utilisés d'une façon incantatoire ou purement « idéologique », peuvent obscurcir le débat actuel, et fondamental, sur le rapport entre le mouvement ouvrier révolutionnaire et le projet anarchiste.

Nous lisons par exemple dans *Solidarité ouvrière*⁶: « L'anarcho-syndicalisme est apparu vers la fin du XIXe siècle. Se réclamant des courants de pensée anti-autoritaire, c'est à partir de la Première Internationale que l'anarcho-syndicalisme va se mettre en place. »

Voyons un peu. L'auto-dénomination d'anarcho-syndicalisme est assez tardive. Les dénominations courantes, au début du mouvement ouvrier, sont celles d'association, union, ligue, société ouvrière, voire clubs. Probablement, les mots syndicat et syndical apparaissent liés à la défense corporative légale ; par exemple, autrefois, la chambre syndicale des Libraires s'occupait des affaires de la corporation. Les délégués ouvriers français qui vont à l'Exposition universelle de Londres en 1862 font à leur retour une esquisse de l'organisation du travail en Angleterre dont sont tirées les revendications ouvrières qu'ils réclament en France :

1. la chambre syndicale mixte ou pas ; organisme de conciliation qui présidera les négociations entre ouvriers et patrons ;

⁵ M. Moissonnier : « Anarcho-syndicalisme ou Léninisme ? », les Cahiers de l'Université nouvelle, année 69-70, no 704.

⁶ Organe de l'Alliance syndicaliste révolutionnaire et anarcho-syndicaliste, no 83.

2. la société de secours mutuels, sur le modèle des trade-unions anglais, pour s'occuper des assurances maladie et retraites ;
3. la société de résistance, organisme de défense⁷.

En 1863, dans une brochure, *Quelques vérités sur les élections de Paris*, Tolain réclame la chambre syndicale ouvrière : « La chambre syndicale ouvrière serait dans le domaine de l'économie, l'institution matrice de tous les progrès futurs. »

C'est après la sanglante répression de la Commune, dans un climat de peur, que les ouvriers essaient de reconstruire les chambres syndicales ; l'esprit est timide, l'inspiration mutualiste, corporatiste et réformiste. Le Ier Congrès ouvrier de Paris, de 1876, reçoit les compliments de la presse conservatrice et il est violemment critiqué par les réfugiés de Londres qui publient un manifeste : les *Syndicaux et leur congrès*.

Entre 1880 et 1890 éclatent des grèves importantes. La croissance des chambres syndicales s'accélère entre 1890 et 1896, probablement sous l'influence des Bourses du travail, écrit Dolléans. Pelloutier précise en 1896 : « Les associations ouvrières baptisées en France du nom malheureux de Bourses du travail », et dans un article du 1er mai de 1898, en utilisant le mot *syndicat*, il croit nécessaire d'ajouter, « la société coopérative », comme pour mieux en définir le sens.⁸

Federico Fructidor (Palmiro Marba) dans son livre, *Origine du mouvement syndicaliste*, situe le trade-unionisme et les organisations légalistes et réformistes entre la fin de l'Internationale antiautoritaire — après le congrès de Verviers de septembre 1877 — et le début du syndicalisme.

Les sociétés de résistance, qui formaient les fédérations régionales — du Jura, espagnole, italienne, etc. — de l'aile anti-autoritaire de

⁷ Cf. Dolléans, Edouard : *Histoire du mouvement ouvrier*. Lib. Armand Colin, 1936. Sixième partie, chap. I : Capacité ouvrière.

⁸ Maitron, Jean : *le Mouvement anarchiste en France*. Maspero, Paris, 1975. Vol. I, p. 302.

la Première Internationale, ne parlent pas de syndicalisme ni de syndicat, mais de société de résistance, d'unions locales, de fédérations de métiers et de sections régionales de l'Internationale.

Il est intéressant de constater qu'au fur et à mesure que le syndicalisme révolutionnaire se développe (et n'oublions pas que Griffuelhes était blanquiste), l'épithète d'anarcho-syndicalisme vient de l'extérieur, du champ marxiste.

On trouve le terme d'anarcho-syndicalisme dans un petit livre d'Étienne Buisson édité par les Cahiers de la quinzaine de Charles Péguy, en 1907, et qui met en garde le Parti socialiste contre les écoles syndicalistes concurrentielles en ce qui concerne la finalité politique de la libération sociale des travailleurs.⁹

D'après ce que je connais, l'un des premiers groupes (sinon le premier) qui revendiqua la dénomination d'anarcho-syndicaliste fut un groupe de militants anarchistes d'Odessa. Parmi les nombreux groupes anarcho-communistes qui font leur apparition en Russie après la révolution de 1905, se développe une forte tendance organisationnelle à l'égard du mouvement ouvrier. Selon P. Avrigh, ce sont deux des fondateurs du mouvement Khleb i Volia de Kropotkine, Maria Korn et Gogeliia-Orgeiani, qui introduisent en Russie les idées du syndicalisme révolutionnaire français en s'appuyant sur la vague des grandes grèves de 1903 dans le sud de la Russie et sur la grève générale de 1905. Le représentant de la tendance spécifiquement syndicaliste révolutionnaire fut l'anarchiste D. I. Novomirskii qui, à l'époque de son arrestation, « mettait le mouvement ouvrier au centre des efforts des anarchistes ».¹⁰ Et c'est le groupe auquel appartenait Novomirskii, à Odessa, en 1907, qui adopta la dénomination d'« anarcho-syndicaliste » et non pas la dénomination française de « syndicalisme révolutionnaire », en partie pour souligner sa spécificité russe, mais aussi pour indiquer que tous ses membres étaient des anarchistes. Probablement aussi pour se différencier de

⁹ L. Mercier-Vega : Anarcho-syndicalisme et Syndicalisme révolutionnaire, Spartacus, Paris, 1978, p. 9.

¹⁰ P. Avrigh : L'altra anima della rivoluzione. Edizioni Antistato, Milano, 1978. p. 99.

la tendance anarcho-communiste dans son versant anti-organisationnel.

De toute façon, la dénomination d'anarcho-syndicaliste ne se généralisera que beaucoup plus tard, après la guerre de 14-18, plus précisément après la constitution de l'AIT en 1921 et du développement important de la CNT espagnole. Mais il ne faut pas oublier que le terme est beaucoup plus utilisé en dehors du mouvement qu'à l'intérieur, que plusieurs organisations importantes qui adhèrent à l'AIT, telles que la FORA (Argentine) et les IWW (USA), ne se sont jamais appelées anarcho-syndicalistes.

Même si nous utilisons comme synonymes — à mon avis de façon abusive — syndicalisme révolutionnaire et anarcho-syndicalisme, nous allons rencontrer des contenus très divers, acquis d'une pratique révolutionnaire de l'organisation ouvrière dans des circonstances historiques variées et dans des pays différents.

Les idées de base

Malgré l'évidente disparité des contenus « idéaux » ou idéologiques qui se sont exprimés à travers l'expérience révolutionnaire de l'organisation ouvrière, nous pouvons suivre la trace de certaines lignes qui forment la trame du débat actuel à l'intérieur du mouvement anarchiste, à propos de l'anarcho-syndicalisme.

La première de ces lignes est celle de l'unité de classe, avec ses deux corollaires : la solidarité et l'internationalisme.

Nous pouvons dater la naissance du mouvement ouvrier en Angleterre et en France aux environs de 1830, à partir des transformations économiques de la révolution industrielle, du mouvement chartiste et des idées saint-simoniennes et fouriéristes. C'est à partir de la révolution de Juillet (les journées des 27, 28 et 29 juillet 1830, les Trois Glorieuses) que la classe ouvrière commence à prendre conscience d'elle-même. *L'Artisan*, l'un des premiers journaux ouvriers publiés à Paris après cette révolution affirmait : « La classe la plus nombreuse et la plus utile de la société est sans contredit la classe des ouvriers. Sans elle, les capitaux n'ont aucune valeur. Sans elle, point de machines, point d'industries, point de

commerce. Toutes les classes qui s'appuient sur elle, qui profitent de son travail le savent bien, elle seule semble l'ignorer ou n'en prendre nul souci. Trois jours ont suffi pour changer notre fonction dans l'économie de la société, et nous sommes maintenant la partie principale de cette société. »¹¹

Les ouvriers de Nantes en 1834 écrivent à leurs camarades anglais : « Les ouvriers de tous les pays sont frères... » C'est en 1836 que la London Working Men's est créée, laquelle envoie une série de communications aux organisations ouvrières du continent parmi lesquelles celle du secrétaire Lowett et adressée à la classe ouvrière belge. C'est « un des premiers documents importants exprimant le caractère international de la lutte des classes et la solidarité supranationale du mouvement ouvrier européen en pleine croissance »¹², ainsi que le dit Lehning.

Ce sera Flora Tristan, influencée par le mouvement ouvrier anglais et par les chartistes qui, en 1843, postulera clairement la division en classes qui scinde la société et donc la nécessité pour les ouvriers de s'unir en tant que classe.¹³

A cette époque fleurissaient les sociétés secrètes révolutionnaires plus ou moins babouvistes, telles que la société des Familles et la société des Saisons, composées essentiellement d'ouvriers et dirigées par Blanqui et Barbès ; d'autres, formées par des exilés et des émigrés, errant d'un pays à l'autre et se retrouvant dans la libérale Angleterre, comme celle des Allemands : la Bund der Gerechten.

Marx et Engels fondent à Bruxelles le Comité de correspondance communiste qui devient une branche de la Bund der Gerechten et qui, au Congrès de Londres de 1847, change son nom pour celui de Bund der Kommunisten (Ligue des communistes) tout en restant

¹¹ A. Lehning : De Buonarroti à Bakounine. Ed. Champ libre, Paris, 1977, p. 154.

¹² Ibid., p. 158.

¹³ Ibid., p. 162.

une société secrète. « Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, le règne du prolétariat, etc. »¹⁴

C'est à cause de ce double mouvement de la constitution du prolétariat urbain en tant que classe sociale différente, et de l'action des sociétés secrètes de révolutionnaires errants et pourchassés dans toute l'Europe, que la solidarité de classe du prolétariat — conçu comme une entité unique face à la bourgeoisie — et l'internationalisme, se constitueront comme une idée générale sur laquelle viendra s'appuyer la force révolutionnaire. Les ouvriers ne peuvent avoir que des intérêts communs face à la bourgeoisie. L'espace de la classe révolutionnaire est unifié par l'idée et la perception que l'ouvrier et le révolutionnaire se font du « prolétariat » et de leur classe. L'exclusion totale du prolétariat des moyens de participation et de décision dans le système favorise la conscience de l'unité face à la classe privilégiée et dominante.

La révolution de 1848 achève la séparation radicale entre la bourgeoisie et le prolétariat. Proudhon dira plus tard : « Oui, les classes ouvrières ont acquis la conscience d'elles-mêmes et nous pouvons assigner la date de cette éclosion, c'est l'année 1848. »¹⁵

L'Association internationale (1855-1859)¹⁶, antécédent immédiat de l'AIT (Première Internationale), exprimera clairement dans un manifeste de 1858 son opposition au républicanisme bourgeois et à la collaboration de classe. C'est cette conception des intérêts communs de la classe ouvrière définie par la place qu'elle occupe dans la division du travail qui va permettre le surgissement, à la fin du siècle dernier, du syndicalisme révolutionnaire, lequel étendra son hégémonie jusqu'à la guerre de 14-18. L'Association internationale des travailleurs, l'AIT de 1864, celle qu'il est convenu de nommer la Première Internationale, sous l'influence de la

¹⁴ Ibid., p. 168.

¹⁵ P.-J. Proudhon : Capacité politique des classes ouvrières.

¹⁶ « L'Association internationale, qui exista à Londres de 1855 à 1859 et fut fondée par des réfugiés français, polonais et allemands et des chartistes anglais, peut être considérée comme la première organisation internationale à caractère prolétarien et socialiste. » Cf. Lehning, Arthur : op. cit., chap. VI, p. 153.

radicalisation apportée par l'expérience de la Commune, sera la scène sur laquelle se produira une rupture radicale concernant le type d'organisation ouvrière nécessaire à la finalité révolutionnaire et aux moyens d'action liés à cette finalité. Les manœuvres de Marx pour imposer une direction centralisée à l'AIT¹⁷ et son insistance pour faire accepter la clause selon laquelle « le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant en parti politique distinct... » (Conférence de Londres, 1871) mènent, lors du Congrès de La Haye (Ve Congrès de l'Internationale, du 2 au 7 septembre de 1872) à la scission, où une majorité circonstancielle et manipulée expulse Guillaume et Bakounine. La majorité des sections, quand elles ont l'occasion de se manifester, soutiennent les thèses de la « minorité » antiautoritaire. Cette scission amène à la fondation, pendant le Congrès de Saint-Imier (qui commence le 15 septembre 1872), de l'Internationale antiautoritaire, point de départ de la ligne suivie par le mouvement anarchiste, qui prend à partir de ce moment - là son caractère concret et historique.

Mais Bakounine continue à être persuadé que l'Internationale ne doit pas avoir un programme, « une doctrine politique », socialiste et positive, mais être simplement une vaste organisation avec la mission de rassembler les masses ouvrières des différents corps de métiers et des différents pays, liées par leurs conditions d'exploitation et sensibles « par instinct », c'est-à-dire comme conséquence de leur condition, à l'appel révolutionnaire, prêtes à renverser l'ordre social bourgeois.

L'aile anti-autoritaire soutenait que la transformation politique de la société devait se faire par la voie révolutionnaire à travers l'action de l'organisation économique de la classe ouvrière et des groupes spécifiquement définis par leur projet révolutionnaire, qui impulseraient l'action par la propagande et par l'exemple. Les propositions marxistes, en séparant l'organisation économique, le syndicat et l'organisation politique, le parti, ouvraient la voie au

¹⁷ Pendant les discussions du Conseil général, antérieures à la conférence de Londres, Marx définit le Conseil comme un « corps gouvernant » (governing body) distinct de ses mandants et qui, en tant que Conseil, avait une direction politique collective. A. Lehning, Bakounine, Œuvres complètes. Champ libre, Paris, 1974. Introduction, Vol. II, p. XXXIX.

réformisme syndical, en même temps qu'elles subordonnaient l'organisation ouvrière à la direction politique.

C'est ainsi que, bien que les premiers congrès internationaux qui succèdent à la Première Internationale aient encore un caractère mixte — composés par les partis socialistes, les organisations anarchistes et les syndicats ouvriers — déjà en 1893, pendant le Congrès socialiste international de Zurich, on interdit la participation aux organisations anti-étatistes. Et au Congrès international de Londres, en 1896, la rupture est définitive. La résolution votée dit : « Le bureau du congrès est chargé de rédiger l'invitation au prochain congrès en faisant exclusivement appel :

« 1. Aux représentants des groupements qui poursuivent la substitution de la propriété et de la production capitaliste, et qui considèrent l'action législative et parlementaire comme l'un des moyens nécessaires pour arriver à ce but ;

« 2. Aux organisations purement corporatives qui, bien que ne faisant pas de politique militante, déclarent reconnaître la nécessité de l'action législative et parlementaire. En conséquence, les anarchistes seront exclus. »¹⁸

À ce moment du processus, les positions sont clairement délimitées entre marxistes et anarchistes en ce qui concerne l'organisation ouvrière. Pour les premiers, l'organisation syndicale doit s'occuper des conditions économiques de la vie du travailleur, salaires, conditions de travail, relations avec l'entreprise, problème de production et de cogestion, en utilisant le cadre légal existant, autant que possible. C'est le parti qui fixe la ligne de l'action politique.

Pour les seconds, l'organisation ouvrière est un moyen de grouper les travailleurs dans leur double condition d'exploités et de producteurs de la richesse sociale, pour qu'ils prennent conscience,

¹⁸ Cité par A. Schapiro : Las Internacionales Sindicales. Suplemento semanal de La Protesta. 24 août 1925. Voir aussi E. Dolléans : Histoire du mouvement ouvrier, et J. Maitron : le Mouvement anarchiste en France, Vol. I, Des origines à 1914. Maspéro, Paris, 1975. pp. 291 à 294.

dans l'affrontement direct avec le patronat, les propriétaires du capital, qu'ils ont entre leurs mains, par la grève générale et/ou l'insurrection, la transformation totale de l'ordre existant, représenté par l'État.

L'AIT anti-autoritaire avait déjà défini les bases de l'organisation ouvrière révolutionnaire qui, pour les anarchistes favorables à l'organisation ouvrière de l'époque, ainsi que pour les anarchistes d'aujourd'hui, sont l'autonomie de l'organisation, le fédéralisme, la lutte de classe et l'action directe.

De même que « l'unité de la classe » a été la première des idées-forces qui constituent la trame du syndicalisme comme doctrine, il faut ajouter qu'un autre élément constituant a été aussi la volonté formelle d'exclure toute « philosophie » du syndicat ; ce qui est idéologiquement ambigu.

En réalité cette ambiguïté résulte de la volonté de maintenir à tout prix l'unité de classe devant les divergences concernant le projet révolutionnaire.

Le syndicalisme révolutionnaire, prenant appui sur « l'unité de la classe », la similitude de la condition ouvrière et les intérêts communs des exploités, essaiera d'abolir, en l'excluant, la disparité dans le projet. L'idée plaisait aux anarchistes car, une fois les divergences idéologiques mises en dehors du syndicat, il semblait que le chemin évident était alors l'affrontement direct avec le système, puisque la réalité historique du moment opposait de fait le prolétariat à la bourgeoisie presque sans canaux de médiation.

Dans l'article que F. Pelloutier écrit pour *les Temps nouveaux* en 1895 sont déjà présentes les idées de base du syndicalisme révolutionnaire tel qu'il s'est développé, particulièrement en France. Le syndicat est le lieu où se retrouvent ceux qui ont des intérêts professionnels semblables. L'anarchisme sera l'idée qui viendra naturellement exprimer leurs aspirations, lorsqu'une pratique suffisante de lutte leur montrera la « réalité » du Capital et de l'État. Mais la discussion de ces problèmes « politiques » divise les producteurs. Ils décident alors que « dorénavant les agitations politiques leur resteraient étrangères, que toute discussion autre qu'économique serait

impitoyablement proscrite de leur programme d'études et qu'ils se consacraient tout entiers à la résistance contre le capital ».¹⁹

Il y a ici deux idées qui feront leur chemin par la suite et qui ont été très critiquées : que le syndicalisme contient la totalité du projet révolutionnaire, ou, ce qui revient au même, que le syndicalisme se suffit à lui-même ; et l'autre que le syndicat est la cellule de gestion de la future société post-révolutionnaire.

La situation dans différents pays au début du siècle

En France

Lorsque ces idées se concrétisent dans la Charte d'Amiens en 1906, la CGT française, après l'unité réalisée au congrès de Montpellier, est une force importante et indépendante, qui vers 1890 a rompu avec les différents partis socialistes.

Selon Griffuelhes, l'origine du mouvement ouvrier est pragmatique : « Les uns s'efforcent de mettre en rapport les origines du mouvement ouvrier actuel avec les principes avancés par la conception anarchiste ; les autres, au contraire, se consacrent à les trouver dans la conception socialiste... À mon avis, le mouvement

¹⁹ Maitron, Jean : le Mouvement anarchiste en France, p. 271. Un an après la publication de cet article, Pelloutier, qui est délégué à l'International Workers and Trades Unions Congress de Londres, de 1896, déjà cité, dit : « La fédération des Bourses de travail n'est pas anarchiste ; en m'envoyant comme délégué elle a voulu dire que le mouvement économique avait la primatie sur le mouvement électoral... Notre mandat est formel, nous ne voulons pas d'exclusion, quoique ce soit l'école socialiste à laquelle appartient le délégué ou le groupe ». D'autres anarchistes connus participèrent au congrès : Pouget, Delesalle, Grave, Hamon, Malatesta, Nieuwenhuis. Les anarchistes et socialistes anti-autoritaires sont en force au niveau ouvrier, mais lorsqu'on vote par nationalité ils sont exclus par 12 voix contre 2. Liebknecht s'assure le futur en faisant voter la proposition d'exclusion des anarchistes citée plus haut. Ce congrès devait être considéré comme le quatrième de la Deuxième Internationale. Voir E. Dolléans, Histoire du mouvement ouvrier. Voir aussi le livre de Mercier Vega : Anarcho-syndicalisme et Syndicalisme révolutionnaire, Spartacus, 1978.

ouvrier ne vient d'aucune de ces deux sources [...], il est le résultat d'une longue pratique, créée bien plus par les événements... »

La Charte d'Amiens, approuvée à la quasi-unanimité (834 votes contre 8), signifia en vérité un compromis permettant aux syndicalistes purs, aux anarchistes et aux socialistes de travailler en commun ; elle fut aussi une transaction entre réformistes et révolutionnaires pour cohabiter au sein de la même confédération. Bien sûr, elle n'a pas plu à une fraction des anarchistes et aux guesdistes.

Tout le syndicalisme révolutionnaire est condensé dans les paragraphes suivants :

« Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2 constitutif de la CGT disant : *La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat.*

« Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe, qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière ;

« Le Congrès précise par les points suivants cette affirmation théorique :

« Dans l'œuvre revendicative quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale, et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

« Le Congrès déclare que cette double besogne quotidienne et d'avenir découle de la situation de salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait, à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat. « Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour les syndiqués de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat des opinions qu'il professe au dehors.

« En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale. »²⁰

Si nous nous sommes arrêtés pour définir le syndicalisme révolutionnaire tel qu'il s'est présenté à travers la CGT française, c'est parce que cette dernière représente le mélange, dans leurs justes doses :

1. des courants qui ont donné origine à la doctrine ;
2. de la situation historique du prolétariat hésitant encore entre la révolution et le réformisme ;
3. de leur formulation définitive dans la Charte d'Amiens.

²⁰ Note d'un compagnon : La plus grave lacune de ce texte (par ailleurs remarquable) est son silence sur le problème de l'entrisme et de la prise de pouvoir par une faction politicienne. « Oubli » fatal « réparé » dans les statuts de l'AIT (Berlin, 1922). Point IV a : empêcher l'infiltration de tout parti politique dans les organisations syndicales et combattre résolument toute tentative de domination politique au sein des syndicats.

Entre la fin du siècle dernier et la Première Guerre mondiale, le mouvement ouvrier révolutionnaire sera marqué par ces caractéristiques dont les IWW et la FORA représentent des positions extrêmes et opposées.

Aux États-Unis

C'est en 1905 aux USA que les Industrial Workers of the World se constituent, sur la base de la Fédération occidentale des mineurs qui rassemble les travailleurs des industries minières, de l'exploitation du bois et de la production de pétrole des États de l'Ouest, outre des travailleurs nomades (les « wobblies » mot qui désignait les activistes des IWW et qui vient du verbe to wobble, signifiant osciller, (se) balancer, et par extension vagabonder, aller d'un lieu à un autre), qui étaient généralement des immigrants européens comme Joe Hill.

Dans son premier manifeste, les IWW affirment que : « les divisions entre métiers empêchent le développement de la conscience de classe des travailleurs, engendrent l'idée d'une harmonie d'intérêts entre exploiteur patronal et esclave salarié... ». Il faut créer « ...un seul grand syndicat industriel qui englobe toute l'industrie... Il doit être basé sur la lutte des classes, et son administration générale doit être conduite en tenant compte du conflit inévitable qui oppose la classe capitaliste à la classe ouvrière ».

Différentes tendances s'affrontaient, à l'intérieur d'une conception générale du syndicalisme révolutionnaire et contre le réformisme de l'AFL : les partisans de De Leon, du Parti du travail socialiste, défenseurs acharnés de l'action politique à travers un parti révolutionnaire ; les socialistes partisans de la primauté de l'action syndicale sur le terrain industriel et convaincus de l'organisation future de la société sur une base syndicale, mais qui ne négligeaient pas la participation politique dans le Parti socialiste (nord) américain ; les anarchistes de l'Anarchist Industrial Unions, proches de Johann Most, qui représentaient une tendance active dans le mouvement ouvrier depuis l'époque des anarchistes de Chicago vers 1880, et d'autres petits groupes.

En 1908, après la scission et le départ des partisans de Daniel De Leon, les IWW adoptent une définition plus claire dans le sens de l'action directe, et « l'abolition du système salarial », propagée par les wobblies, en même temps qu'ils réaffirment que la classe ouvrière « doit être organisée non seulement pour la lutte contre le capital, mais aussi pour maintenir la production lorsque le capitalisme sera renversé. En nous organisant sur de bases industrielles nous construisons la structure de la société nouvelle à l'intérieur du carcan de l'ancienne ».²¹

En Argentine

En 1905 a lieu, à Buenos Aires, le Ve Congrès de la Federación Obrera Regional Argentina, au cours duquel la déclaration définissant le « finalisme » (en opposition au « spécifisme » anarchiste) est adoptée. Le « finalisme » préconise la propagande, au sein du mouvement ouvrier, des « principes économiques et philosophiques de l'anarcho-communisme ».

La FORA ne doit pas être considérée comme issue du syndicalisme révolutionnaire, mais plutôt comme la continuation directe de la ligne antiautoritaire de la Première Internationale, accentuant l'intégration entre organisation ouvrière et définition anarchiste. Depuis la fin du siècle, les anarchistes, en Argentine et en Uruguay, multiplient leurs efforts d'organisation en milieu ouvrier et, favorisés par les conditions d'exclusion²² de la classe ouvrière naissante, atteignent une force prépondérante face aux socialistes, qui se séparent pour former leur propre organisation ouvrière.

La FORA a pour base des associations de métiers nommées sociétés de résistance ; elle se refusa à accepter n'importe quel type de législation sur le travail ; elle défendit l'action directe dans chaque conflit ; préconisa le boycott, le sabotage et la grève générale révolutionnaire. Elle ne considérait pas le syndicat comme l'organe de la société future, mais comme une réponse de défense face au

²¹ Pour les IWW, voir : Gli IWWV e il movimento operaio americano. Storia e documenti a cura di Renato Musto, Thélème, Napoli, 1975, p. 217.

²² Exclusion dans le sens de non-intégration au système socio-politique en vigueur.

capitalisme et qui devait disparaître avec lui. Elle ne considérait pas la classe unie en fonction de sa position dans le processus économique mais organisée en fonction de son attitude envers le patron et l'État.

La scission avec la minorité socialiste se produit au IIe Congrès, parce que celle-ci voulait rattacher l'organisation ouvrière à la politique du parti. Les corps de métier qui se séparent créent en 1903 — l'année suivante — l'UGT, et il est intéressant de constater que c'est la minorité syndicaliste des socialistes qui introduira en Argentine les idées du syndicalisme révolutionnaire dans l'organisation ouvrière.

En Italie

Malgré l'importance de l'anarchisme dans les origines du mouvement ouvrier en Italie, ce sont les anarchistes qui se trouvent en minorité lors de la création de la CGL en 1906. La minorité du Congrès de Parme (1907) s'organisera sous le nom de *Comitato di Azione Diretta* au nom de l'autonomie du syndicat face aux rapports noués entre la CGL et le Parti socialiste.

Immédiatement se présente un problème de tactique (problème qui est encore d'actualité) : « Étant donné la situation actuelle de la *Confederazione Generale del Lavoro*, il faut voir ce qui est le plus utile, l'entrée en masse dans la *Confederazione* pour la transformer ou, au contraire, créer un nouvel organisme indépendant de l'actuelle *Confederazione*. »²³

Étant donné qu'un accord général n'existait pas, les « représentants de plus de deux cent mille travailleurs organisés, venant de toutes les régions d'Italie », réunis à Parme, réaffirment les principes généraux : que l'organisation ouvrière doit accueillir en son sein ceux qui luttent pour la disparition du salariat, en dehors de toute école ou parti politique, et que l'organisation locale doit disposer de la plus grande autonomie et de la plus complète liberté.

²³ Brochure : *Unione Sindicale Italiana* (1912-1970), publiée par Nuclei Libertari di Fabbrica, Editrice I 'Impulso, Livourne.

On arrive ainsi au Congrès de Modène de 1912 où le problème est tranché : « Le Congrès national de l'*Azione Diretta* réaffirme avant tout le principe de l'unité ouvrière nécessaire au prolétariat pour compléter ses conquêtes et réaliser ses fins » ; il reconnaît que la *Confederazione Generale del Lavoro* n'a pas su réaliser l'unité à cause de sa tendance au parlementarisme et du fait d'avoir nié toute possibilité d'action aux organisations qui ne veulent pas accepter sans discussion le dogme politique. La motion qui propose la création d'un deuxième syndicat obtient 42'114 voix, la motion favorable à l'entrisme obtient 28'856 voix et il y a 6'259 abstentions. Ainsi naît l'USI (Unione Sindicale Italiana) avec son siège à Parme.

En Espagne

À l'origine de la CNT espagnole, nous trouvons le fond idéologique syndicaliste révolutionnaire. Anselmo Lorenzo pense qu'il y a eu une certaine influence de l'expérience espagnole et surtout catalane dans la constitution de la CGT française. Les différences et les querelles entre socialistes autoritaires et anarchistes étaient parfaitement établies en Espagne. Cependant, après l'échec de la grève générale de 1902, la désorganisation et la démoralisation des ouvriers catalans et l'issue négative de la plupart des grèves menées par les sociétés de résistance font que depuis 1904 on essaie de grouper les sociétés ouvrières dans une union locale à Barcelone. Aussi bien les socialistes que les anarchistes participent au projet et donnent naissance à la Solidaridad Obrera en 1907. Le Manifeste, lancé par la nouvelle organisation et publié dans *Tierra y Libertad*, est un appel à l'union de tous les travailleurs, en affirmant l'autonomie et la neutralité politique : « Nous respecterons la plus grande autonomie des sociétés ; mais comme base fondamentale, Solidaridad Obrera ne suivra aucune tendance politique de parti, même si elle respecte celles de ses associés. »²⁴

Les anarchistes interviennent activement dans la création de Solidaridad Obrera, avec les socialistes, syndicalistes et républicains- radicaux. L'UGT (dépendant du PSOE, Parti socialiste

²⁴ Cuadrat, Xavier : *Socialismo y Anarquismo en Cataluña*. Los origines de la CNT. Ediciones de la Revista del Trabajo, Madrid, 1976, p. 185.

ouvrier espagnol) était réduite au minimum et dans certains cas il y eut double militantisme à Solidaridad Obrera et à l'UGT.

En 1908 se constitue la Confédération régionale des sociétés de résistance Solidarité ouvrière ; et là s'affrontent socialistes et anarchistes à propos des tactiques de lutte. Par exemple, les socialistes proposent un texte qui prétend normaliser la déclaration des grèves et, en conséquence, limiter autant que possible nombre de ce qu'on appelle des « grèves sauvages ». Les anarchistes exigent que le Congrès accepte « l'action directe comme moyen essentiel de lutte ».²⁵

Pendant le Congrès de 1910 est décidé le passage à l'organisation nationale avec le nom de CNT.

Mais l'ambiguïté qui résulte nécessairement de la présence des deux plus grandes orientations du mouvement ouvrier, dans ces premiers congrès, est durement critiquée dans les colonnes de *Tierra y Libertad*, le journal anarchiste.

La contradiction constitutive

Nous allons résumer les composantes spécifiques du syndicalisme révolutionnaire, compte tenu des différentes caractéristiques rencontrées dans la formule idéologico-théorique avec laquelle s'exprime la pratique du mouvement ouvrier révolutionnaire dans cette première période de son histoire.

En premier lieu, n'oublions pas que la contradiction constitutive de l'organisation ouvrière révolutionnaire, contradiction à laquelle il est impossible d'échapper — sauf en période révolutionnaire — est la suivante : la société de résistance ou le syndicat doit s'occuper d'améliorer le sort du travailleur dans les conditions qui lui sont imposées par le système capitaliste, c'est-à-dire à l'intérieur du cadre de la propriété privée et de l'État, en luttant pour de meilleures conditions de travail, l'augmentation de salaires et du pouvoir d'achat, etc., en même temps qu'il propose l'abolition du salariat et

²⁵ Ibid., p. 237.

la destruction du système d'exploitation et de domination existant, c'est-à-dire la négation de la légitimité régnante.

Cette contradiction constitutive fut signalée par Malatesta depuis la fin du siècle dernier et elle est à la base de la discussion entre Monatte et Malatesta au Congrès d'Amsterdam en 1907.

Cette situation est insurmontable tant que le système d'oppression et les tentatives de l'abattre persisteront.

Sur ce terrain, le syndicalisme révolutionnaire postule trois principes qui le définissent :

1. L'unité économique de la classe. Les travailleurs défendent les mêmes intérêts en fonction de la position qu'ils occupent dans la division travail-capital.
2. Neutralité idéologique. Les différentes opinions philosophiques, politiques, de « secte », sont l'affaire de l'individu en dehors du syndicat.
3. Cellule de la société future, le syndicat n'est pas seulement une réponse aux conditions de travail imposées par le système capitaliste, mais aussi l'organisation de base de la production et de la distribution dans la société post-révolutionnaire.

Les formes d'organisation et de lutte qui étaient antérieures au syndicalisme révolutionnaire et qui ont conservé tout leur potentiel subversif sont : l'autonomie locale, le fédéralisme, l'action directe et la grève générale, la négation de la collaboration de classes.

L'anarcho-syndicalisme entre les deux guerres

Mais ce panorama des dix premières années du siècle change fondamentalement avec la résurgence du mouvement ouvrier après la guerre de 14-18, et ceci à cause de deux faits majeurs : le premier, la Révolution russe et la tentative de la part du bolchevisme de contrôler le mouvement révolutionnaire international ; le second, les situations quasi insurrectionnelles ou franchement insurrectionnelles qui se produisent dans différents pays européens.

En Russie

C'est ainsi qu'en Russie, au sein même du processus révolutionnaire, les anarcho-syndicalistes font la critique du « syndicalisme » en tant que forme d'organisation non appropriée à la construction de la société anarcho-communiste.

Dans la première Conférence panrusse anarcho-syndicaliste, qui se réunit à Moscou en août 1918, sont adoptées toute une série de résolutions qui condamnent les initiatives politiques et économiques des bolcheviques. Sont adoptées aussi des initiatives sur les formes institutionnelles naissantes : le soviet, le syndicat et les comités d'usine.

La résolution sur les soviets dit : « Nous, anarcho-syndicalistes, nous déclarons : 1. que nous soutenons les soviets qui ont comme but la destruction de la forme centraliste actuellement existante ; 2. que nous nous sommes battus et continuerons à nous battre pour que les soviets soient une forme politique transitoire, parce que nous croyons qu'une fédération des villes et des communes libres est une forme transitoire de l'organisation politique de la société, qui doit nécessairement précéder la complète abolition de l'État et le triomphe finale du communisme ; [...] 4. que nous sommes favorables au soviet organisé sur des bases collectives, avec délégation directe d'ouvriers et de paysans dans chaque usine, atelier, village, etc. »

Le plus intéressant, c'est la résolution sur les syndicats et sur les comités d'usine : Le premier point exige « l'abolition immédiate du système de capitalisme d'État et sa substitution par un système socialiste de type anarcho-communiste ». [...] Le troisième point affirme que la révolution a démontré que le syndicat ne correspond pas, ni quant à la forme ni quant à la substance, à ce que la situation politique et économique réclame. Le quatrième point dit : « Les syndicats industriels, tels qu'ils sont considérés d'habitude, sont des organisations mortes. Il faut qu'ils deviennent des organismes subordonnés au conseil d'usine et qu'ils agissent de façon autonome dans les domaines suivants : culturel, éducatif, etc. » « Mais les syndicats ne doivent pas, en aucun cas, interférer dans le travail des comités d'usine, des coopératives ouvrières de consommation et

dans les questions économiques. » Le cinquième point : « Le comité d'usine est une forme organisationnelle de lutte commune à tout le mouvement ouvrier, plus perfectionné que le soviet de représentants des ouvriers, des soldats et des paysans, dans la mesure où il est une organisation de base des producteurs autogérés, et sous le contrôle constant et vigilant des travailleurs. » Sixième point : « Le syndicat industriel est pour nous une organisation dépassée, décrépite, défunte. Le comité d'usine est une des formes de l'organisation ouvrière des plus parfaites qu'on puisse réaliser à l'intérieur de l'ordre capitaliste existant et en voie de disparition, et l'organisme social le plus important de la future société anarcho-communiste. »²⁶

Le congrès accusait le gouvernement bolchevique de trahir la classe ouvrière en supprimant le contrôle ouvrier et en abandonnant les comités d'usine — « enfants chéris de la grande révolution ouvrière » — au profit de ces « organisations mortes » qu'étaient les syndicats. En substituant à la démocratie industrielle les décrets et la fonctionnarisation, les nouveaux dirigeants s'apprêtaient à créer un horrible « capitalisme d'État », un monstre bureaucratique qu'il était grotesque de baptiser « socialisme ».²⁷

Avec cette déclaration en plein processus révolutionnaire, nous sommes loin de certains principes de base du syndicalisme révolutionnaire, tels que l'autosuffisance du syndicalisme, le syndicat base de la future réorganisation sociale et la neutralité idéologique.

En Italie

Sous l'influence des informations qui venaient de Russie et auxquelles était très sensible le prolétariat italien, aussi bien l'USI que l'Unione Anarchica Italiana prendront des résolutions favorables aux conseils d'usine, non sans discussions et oppositions internes.

²⁶ Avrich, Paul : *Gli anarchici nella rivoluzione russa*. La Salamandra, Milano, 1976, pp.147-151.

²⁷ Avrich, Paul : *les Anarchistes russes*, Maspero, Paris, 1979, pp. 218-219

Au milieu des polémiques survenues à la fin de la guerre (de 15-18 pour les Italiens), l'anarchiste Armando Borghi est nommé secrétaire de l'USI. Nous sommes aux débuts du « Biennio rosso » (1919-1920) ; le Congrès de Parme de 1919 accueille les délégués de 500'000 adhérents, et le problème le plus important à discuter est celui des conseils d'usine, ainsi que le danger de leur évolution réformiste²⁸. Les formes de lutte traditionnelles ne sont plus efficaces. L'obstructionnisme et les occupations d'usines commencent. Les premières occupations ont lieu en Ligurie : pendant quelques jours des ouvriers métallurgistes adhérents à l'USI occupent Sestri Ponente et Cornigliano, ce qui provoque un énorme effet moral. À Turin, Naples et autres villes, l'exemple se propage jusqu'au grand mouvement d'occupations de septembre 1920.

Mais la lutte idéologique interne de l'organisation syndicale italienne reprend vigueur avec les événements qui se succèdent au niveau international. C'est ainsi qu'au IVe Congrès célébré à Rome en 1922, le dernier avant la destruction fasciste, se posera le problème de l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge de Moscou, ou à l'AIT qui venait d'être créée à Berlin. La motion de Borghi, qui l'emporte en même temps que l'affiliation à l'AIT, contient une réaffirmation des principes du syndicalisme révolutionnaire. Cela signifie peut-être un repli face à l'offensive des partisans de la fusion avec la CGL.

Cependant, devant les agissements de la IIIe Internationale se généralisera dans les organisations ouvrières internationales, dans lesquelles les anarchistes sont une force, une tendance vers une

²⁸ Des discussions à l'USI et à l'Unione Anarchica Italiana de l'époque, il se dégage pour les anarchistes que « ce n'est que pendant une période révolutionnaire que les conseils peuvent avoir une efficience révolutionnaire. [...] En période contre-révolutionnaire les conseils finissent par être " phagocités " par l'organisation capitaliste qui n'est pas toujours opposée à une cogestion morale de la part des travailleurs ». Mais même pendant la période révolutionnaire, les conseils ne résolvent pas le problème puisque, quoiqu'ils exproprient l'État de ses fonctions sociales, ils ne l'annulent pas dans ses fonctions anti-sociales, ne le détruisent pas. Cf. Masini, Pier Carlo : *Anarchistes et communistes dans le mouvement des conseils à Turin*. Nautilus, Paris, 1983.

définition idéologique plus nette avant que l'Europe ne sombre dans le fascisme, le nazisme et la guerre.

C'est dans cette période que la définition de l'anarcho-syndicalisme se généralise parmi les membres de ces organisations : l'idée de l'unité de la classe persiste, mais la neutralité idéologique est insoutenable.

En Allemagne

En Allemagne, la FVDG (Association libre des syndicats allemands), petite organisation qui est à l'origine du syndicalisme révolutionnaire dans ce pays, a moins de dix mille membres lorsque la guerre de 1914 éclate mais, en août 1919, elle en a plus de soixante mille, et le périodique *Der Syndikalist*, tire environ à 50.000 exemplaires par semaine.

En septembre 1919 a lieu à Düsseldorf une conférence à laquelle participent cinq organisations de tendance syndicaliste révolutionnaire²⁹ qui approuvent une résolution politiquement définie : « Lutter par tous les moyens en harmonie avec ses principes contre le capitalisme et l'actuel État de classes et pour la réorganisation de la société sur la base du socialisme libertaire. » Fin décembre de la même année siège le Congrès de FVDG, qui compte maintenant 111'675 membres ; là, on change le nom de la fédération contre celui qu'elle portera plus tard au sein de l'AIT : FAUD (Frei Arbeiter Union Deutschlands). Dans les déclarations de ce congrès est rejeté « ce qu'on appelle la conquête du pouvoir politique » et toute forme de parlementarisme, ainsi que les frontières « politiques et nationales ». On reconnaît en même temps les différences de caractère régional. On proclame fermement l'action directe comme moyen de lutte.

Les délégués approuvent aussi la réorganisation de toute la vie économique sur la base du communisme libre, c'est-à-dire, sans État... » et, en même temps, le Congrès ne considère pas le syndicat comme un produit passager de la société capitaliste, mais comme la

²⁹ Union générale ouvrière d'Esse, Union générale ouvrière de Düsseldorf, Union ouvrière, Fédération ouvrière générale, FVDG.

cellule de base de l'organisation socialiste économique du futur. Ils proposent alors pour la période révolutionnaire et post-révolutionnaire « l'organisation des usines et ateliers par les conseils d'usine ; l'organisation de la production générale par les unions industrielles et agricoles ; l'organisation de la consommation par les fédérations locales ». ³⁰

Ce qui reste du syndicalisme révolutionnaire, en dehors des méthodes de lutte, c'est l'affirmation que le syndicat est la base de l'organisation future de la société.

En France

La tradition du syndicalisme révolutionnaire en France est grande, plus grande qu'ailleurs, et le congrès constitutif de la CGT-SR (CGT syndicaliste révolutionnaire), tenu à Lyon en 1926, réaffirme toutes les grandes lignes de la Charte d'Amiens mais, en même temps, apparaît clairement l'accentuation de la position anti-autoritaire et anti-étatiste. Le prolétariat doit rendre impossible la prise du pouvoir et son exercice, de la part des partis. La libération de la classe travailleuse ne sera atteinte qu'en supprimant le patronat, en abolissant le salaire individuel ou collectif et en éliminant l'État.

La CGT-SR préconise la grève générale, l'expropriation capitaliste et la prise de possession des moyens de production et d'échange ainsi que la destruction immédiate de l'État.

Elle reconnaît le caractère violent de la grève générale expropriatrice et condamne la collaboration de classe : celle-ci étant caractérisée par le fait de participer à des organismes qui réunissent des représentants des ouvriers, des partis ou de l'État. En réaffirmant l'autonomie, l'indépendance absolue du syndicat et son opposition à toutes les ententes, la CGT-SR décide de son adhésion à l'AIT de Berlin.

³⁰ D'après l'article de Diego Abad de Santillan : « El sindicalismo revolucionario en Alemania ». Supplément à La Protesta, novembre 1924

En Espagne

En Espagne, finalement, surtout à partir de 1917, la CNT se développe rapidement, au milieu de grandes grèves et de luttes généralement violentes, avec de longues périodes de persécution et de clandestinité. Lorsque celui qui fut appelé le Congrès de la Comédie se réunit à Madrid en 1919, la CNT compte plus de 700'000 membres. Il y est décidé qu'« en accord avec l'essence des postulats de la Première Internationale des travailleurs (le Congrès déclare que) la finalité recherchée par la Confédération nationale du travail est le communisme anarchiste ».

Après, lors de la conférence clandestine de Saragosse (1923), pendant la dictature militaire, est votée l'adhésion à l'AIT.

Nous ne dirons rien sur les problèmes organisationnels qui découlent de l'affrontement presque permanent entre les tendances syndicalistes et anarchistes, si ce n'est que la balance penche du côté des anarchistes. Peu de temps avant l'insurrection fasciste se réunit le Congrès confédéral à Saragosse, le 1er mai 1936, où est approuvée, face aux préoccupations pratiques du moment, une motion sur le « concept confédéral du communisme libertaire ». C'est sous le signe de l'anarchisme que la CNT se lance dans la lutte révolutionnaire en juillet de la même année, et c'est une pénible expérience de voir comment, sur les barricades de Barcelone en mai 1937 se cristallise la séparation entre les structures de l'organisation et l'action anarchiste.

L'Association internationale des travailleurs

Les efforts pour créer une fédération internationale qui regroupe les organisations ouvrières de tendance révolutionnaire anti-autoritaire s'accroissent fin 1920 face aux manipulations du Komintern récemment créé. En 1921 est convoquée à Moscou une conférence de tous les syndicats révolutionnaires afin de créer une Internationale syndicale rouge.

Lors de son Xe Congrès (mars 1921), le Parti communiste de Russie adopta une résolution de Lénine stigmatisant les thèses de l'Opposition ouvrière comme autant de « déviations anarcho-

syndicalistes ». La répression se déchaîne et se généralise : Trotski, en sa qualité de commissaire à la Guerre lance son ultimatum à Cronstadt le 5 mars 1921 et, le 18 au matin, l'Armée rouge avait anéanti toute résistance. Des centaines d'insurgés furent fusillés et des centaines d'autres emprisonnés à Pétrograd. À l'ouverture des séances de l'Internationale syndicale rouge, un grand nombre de militants anarchistes actifs sont dans les prisons de Taganka et Boutyrki, entre autres Voline, Maximoff, Yarchouk, l'ancien secrétaire du soviet de Cronstadt, etc.

« Après que la majorité du congrès se soit soumise sans résistance » (à la dictature du Parti communiste, écrit Rocker), les délégués anarchistes et syndicalistes « n'ont eu d'autres recours que de tirer les conclusions inéluctables de cette situation ».

La réponse qui s'imposait fut la création d'une nouvelle internationale. Ainsi naît à Berlin l'Association internationale des travailleurs, entre le 25 décembre 1922 et le 2 janvier 1923.

L'AIT³¹ réunit des forces importantes, mais nous nous occuperons seulement des principes anti-autoritaires de la déclaration fondatrice : L'Association internationale lutte pour l'abolition du monopole économique et social « grâce aux communautés économiques et aux organismes administratifs de la campagne et des usines, sur la base d'un système libre de conseils, émancipés de toute subordination à tout pouvoir ou parti politique. [...] En conséquence, elle n'a pas pour but la conquête des pouvoirs politiques, mais l'abolition de toute fonction d'État dans la vie sociale. Elle considère qu'avec le monopole de la propriété doit disparaître aussi le monopole de l'État, y compris la formule de la dictature du prolétariat ».

Au cours du deuxième congrès de l'AIT à Amsterdam (1925), les positions se réaffirment : « Les organisations ouvrières révolutionnaires anti-autoritaires représentent la seule forme naturelle, véridique, susceptible d'entreprendre la réorganisation de

³¹ Pour les associations nationales participantes, voir la liste publiée dans le numéro 8 de la Lanterne noire, p. 18. Ou dans Itinéraire, no 4, décembre 1988. p. 28.

la vie économique et sociale sur les bases du communisme libertaire. »

Les tentatives de reconstruction des organisations anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires, immédiatement après la dernière guerre mondiale, ont été de courte durée et infructueuses.

Nous entrons dans la période actuelle et nous essaierons de voir ce qui reste de cette énorme expérience, parfois violente et tragique, et animée, même malgré ses erreurs, par le souffle révolutionnaire.

Problèmes actuels de l'organisation ouvrière révolutionnaire

Nous sommes aujourd'hui peut-être aux portes d'une nouvelle poussée révolutionnaire, plusieurs indices nous le montrent, mais personne ne sait si ce qui nous attend, si c'est la réussite de nos désirs ou l'échec, si nous allons avancer ou reculer. Ce qui compte, c'est la volonté révolutionnaire et non pas la prophétie.

À la fin des années 70 réapparaît à l'intérieur du mouvement anarchiste la tentative de redonner vie aux vieilles organisations ouvrières suivant l'exemple de l'implantation rapide de la CNT espagnole en 1977. Tels les efforts des camarades italiens avec la réunion de novembre 1978 à Gênes, de la Deuxième Rencontre nationale de groupes ouvriers de base pour la reconstruction de l'USI, et la publication postérieure de la revue *Autogestione*. La Conférence nationale des anarcho-syndicalistes français à Rouen, d'où émane la volonté de créer une structure qui réunisse à court terme tous les groupes actuels se réclamant de l'anarcho-syndicalisme. Ce type de réunions a eu lieu aussi en Allemagne pour la reconstruction de la FAUD, et les activités de l'IWW aux USA et au Canada se sont multipliées. Ces efforts n'ont rien donné ou donné très peu de chose, mais la volonté organisationnelle a continué à faire son chemin. Le renouveau de la CNT française à partir de 1995 en est un exemple prometteur.

Ceci dit, soyons critiques si nous voulons être lucides. Connaissions les forces avec lesquelles nous comptons et la réalité sur laquelle nous nous appuyons si nous voulons transformer la société. Porter « un nouveau monde dans nos cœurs » est nécessaire mais pas suffisant.

Une première constatation, c'est que le syndicalisme révolutionnaire dans sa formulation initiale a échoué en essayant de colmater la brèche ouverte au sein de la Première Internationale, à cause de l'affrontement entre deux conceptions, deux voies, deux chemins divergents, vers la révolution.

Nous savons où nous a menés la voie préconisée par les socialistes autoritaires et les différents courants marxistes : la Russie, après le capitalisme d'État et le stalinisme, a abandonné toute référence au communisme et à la révolution, et la Chine d'aujourd'hui, toujours sous la direction impitoyable du Parti, maintient la sujétion totale du mouvement ouvrier au pouvoir politique de l'État tout en essayant de se glisser dans le moule du marché capitaliste. Et les centrales réformistes des pays capitalistes classiques ne sont qu'un engrenage de plus dans le système.

L'autre voie, anti-autoritaire, qui est celle qui nous intéresse, se trouve devant des possibilités nouvelles, dans des conditions nouvelles. L'expérience est celle du mouvement révolutionnaire, mais toute cette lourde expérience, tous les acquis d'une pratique faite d'échecs cruels et successifs — en Russie en 1917, en Allemagne en 1919, en Espagne en 1936, en Hongrie en 1956 — doivent déboucher sur d'autres solutions, avec des formes organisationnelles renouvelées.

Le syndicalisme révolutionnaire proprement dit échoua parce que, pour préserver la force collective du prolétariat, il s'accrocha à l'idée de l'unité économique de la classe. Pour mener à bien sa lutte, il a dû faire du syndicalisme une entité autosuffisante, supposée neutre face aux différentes positions politiques, croyant que, ou faisant comme si la « masse » ferait spontanément la politique des anarchistes. Illusion naïve qui suppose que la simple union d'intérêts des exploités — comme si les intérêts ne pouvaient pas

être corporatifs et divers — pouvait se passer de projet révolutionnaire.

Avec l'intégration imaginaire du prolétariat au système établi, l'illusion se dissipa d'elle-même, laissant au réformisme des partis politiques la « représentativité » de la classe exploitée.

L'anarcho-syndicalisme de l'époque de l'AIT à Berlin a voulu contrecarrer cette faiblesse en renforçant ses positions de caractère antiétatique et contraires à la prise de pouvoir par les partis politiques. En même temps, en prenant appui sur l'élan révolutionnaire du moment, il posa, timidement encore, la possibilité de nouvelles formes organisationnelles, « assembléaires » et de décision sur les lieux de travail, telles que, dans les moments de lutte, les conseils d'usine. Pendant la révolution hongroise furent ébauchées des solutions partielles, vite étouffées par la répression ; par exemple, l'utilisation de deux niveaux organisationnels, le niveau syndical et celui de la fédération de conseils d'usine.

Mais le problème apparaît dans toute son ampleur dans des situations où, malgré les crises plus ou moins périodiques, le système maintient toute sa capacité de rééquilibrage.

Prenons par exemple la problématique qu'a dû affronter la CNT espagnole à la mort de Franco : d'une part, comme conséquence du franquisme, le prolétariat espagnol se trouva sans les appareils syndicaux de participation au système et sans les lois sociales qui les accompagnent dans les pays dits démocratique-libéraux, et, d'autre part, il se trouva dans la conjoncture créée par les efforts de la bourgeoisie pour adapter les structures socio-économiques et politiques à la participation au Marché commun européen. Les conflits économiques consécutifs à cette « actualisation » ajoutés à l'image historico-mythique de la CNT d'avant la guerre, ont permis la rapide reconstruction anarcho-syndicaliste. Mais ici, un autre type d'alternative se présente : si le prolétariat « suit » les propositions que le système lui fait pour l'intégration européenne, il sera représenté efficacement par CCOO (commissions ouvrières) ou par l'UGT. Si la CNT accentue son programme et son action révolutionnaire, elle perdra la base des « masses ». Ce qui est arrivé.

Et a eu comme conséquence la scission de la CNT et la naissance de la CGT.

Comment sortir du dilemme ? Nous pensons que seule l'internationalisation de l'action ouvrière peut le permettre. Sortir des limites de l'État national, reconnaître la triste expérience vécue par la classe ouvrière européenne « domestiquée » par ses propres centrales syndicales et s'appuyer sur un certain fond de révolte qui réapparaît ici et là dans les grèves sauvages et la permanente redécouverte de l'action directe, c'est déjà une façon de prendre le chemin. Le projet révolutionnaire, disparu de la scène politique et de tous les moyens de communication de masses, accompagne dans un imaginaire clandestin la marche de l'histoire, prêt à ressortir quand la situation l'appellera.

Aujourd'hui la création d'une organisation anarcho-syndicaliste doit affronter le problème que lui impose la législation : la reconnaissance de sa représentativité dans les comités d'entreprise, et la négociation des conventions collectives ; entrer par cette porte, c'est s'asseoir à la table de la collaboration de classes.

Et en même temps, la réorganisation du mouvement ouvrier révolutionnaire se fait de plus en plus nécessaire pour poser au système capitaliste la seule alternative possible, celle de sa destruction.

Restent l'essentiel, le possible et le valable de l'anarcho-syndicalisme, c'est-à-dire :

1. les méthodes de lutte, l'action directe, l'autonomie des groupes de base ;
2. le projet révolutionnaire anti-autoritaire, anti-étatiste. Mais il reste à inventer ce qui est fondamental : un type d'organisation qui permette l'articulation de la « base », de l'assemblée, de la spontanéité de la lutte directe, avec des formes plus permanentes, qui puissent résister à l'assimilation par le système, hors de la légalité existante, légalité qui ne peut servir qu'à perpétuer l'exploitation et la domination.

Nous proposons l'ouverture d'une véritable discussion sur ces problèmes qui conditionnent l'évolution des possibilités actuelles.

Si nous insistons sur les « possibilités actuelles », c'est parce que, pour la première fois depuis la prise du pouvoir par la bourgeoisie, il se présente une rupture profonde du système dans les structures qui rendent possible sa perpétuation : la légitimité de l'État, la fonction de la justice, la structure de la famille simultanément avec la lutte interne à la bourgeoisie entre l'élite dominante et le pouvoir de la techno-bureaucratie. La montée des inégalités, l'écart croissant entre les riches et les pauvres (ce que, au goût du jour, on appelle la « fracture sociale »), la disparité de salaire homme-femme, la généralisation de l'industrialisation à des zones sous-développées et la mondialisation du marché capitaliste, contribuent fortement à l'affrontement classe contre classe, à la prise de conscience des possibilités révolutionnaires et au développement du mouvement social.

Devant la grave situation économique-sociale en France, un dirigeant syndical réformiste craignait, il y a quelques années, la résurgence de l'anarcho-syndicalisme³², mais, bien entendu, il le déformait en écrivant : « L'anarcho-syndicalisme risque de conduire à un repliement stérile ; les travailleurs se cantonneraient dans la lutte syndicale, les couches sociales mieux loties s'occuperaient de politique. »

Pour les anarchistes, la lutte sur le terrain de l'organisation ouvrière n'a jamais signifié l'abandon de l'action politique à d'autres classes ou à d'autres gens, mais au contraire, il signifie la conjonction de l'action révolutionnaire, politique, économique et sociale dans les mains de tous et de chacun des exploités, des dominés, des submergés, de tous ceux qui veulent bâtir un autre système social.

³² P. Héritier : « Le spectre de l'anarcho-syndicalisme », le Monde, 24 janvier 1979. 33

AIT, l'internationale inconnue

L'histoire de l'Association Internationale
des Travailleuses-Travailleurs, des origines à 1986

Conférence prononcée à Cologne (Allemagne)
par le Secrétaire général de l'AIT, Fidal Gorron Canoyra,
Les 15 et 16 novembre 1986
Traduction par Liberté Ouvrière

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS, l'AIT actuelle, est non seulement la plus ancienne internationale syndicale existante, mais elle est considérée comme l'héritière directe de la Première Internationale fondée en 1866, principalement du courant anti-autoritaire et fédéraliste dont elle a tiré son nom.

La vérité est qu'il n'est pas facile de parler de l'AIT aujourd'hui. On sait peu de choses à son sujet et ce que l'on sait est intimement lié au développement du mouvement anarchiste international. Nous pouvons affirmer qu'elle a été la tentative la plus sérieuse des anarchistes d'approcher les masses laborieuses avec une stratégie spécifiquement libertaire.

Le Monde Libertaire, l'organe de la Fédération anarchiste de France, a rappelé dans un de ses derniers numéros que ce n'est pas tous les anarchistes qui y ont participé. En effet, c'est le cas du courant favorable au pluralisme syndicaliste et opposé à l'organisation des anarchistes, tel qu'ils se sont manifestés au congrès d'Amsterdam.

C'est pourquoi l'AIT est moins connue comme l'Internationale du syndicalisme révolutionnaire, ce qu'elle devrait vraiment être, que comme l'Internationale anarcho-syndicaliste ou l'Internationale anarchiste syndicaliste.

Nous disons aussi qu'il est difficile de parler de l'AIT, car les archives des premières années de l'AIT ont disparu à Berlin, où résidait le secrétariat général, avec l'arrivée du nazisme au pouvoir. Il est possible que certaines des sections fondatrices, comme le SAC et le FORA, conservent de la documentation de cette époque, mais pas le secrétariat.

La documentation ultérieure a également disparu en raison de la Seconde Guerre mondiale. La documentation existante sur cette période est dispersée au sein des différentes sections qui ont survécu sans constituer d'archives formelles. Je tiens à souligner l'énorme obstacle que les deux guerres mondiales ont représenté pour le développement de l'AIT tout au long de ses soixante-quatre années d'histoire.

Cela ne signifie pas pour autant qu'il s'agisse d'une vulgaire inconnue. L'AIT a été le moteur du mouvement anarcho-syndicaliste de notre époque, et son histoire est une histoire passionnée comme celle de toutes les organisations révolutionnaires qui ont laissé une profonde empreinte sociale.

C'est aussi l'histoire turbulente et tourmentée de l'Europe de l'entre-deux-guerres. Une histoire qui ne peut s'expliquer, et surtout se comprendre, qu'à travers le choc brutal de deux vagues opposées : la vague révolutionnaire née de la révolution russe et la vague autoritaire du signe fasciste qui, depuis l'Italie, a inondé toute l'Europe dans les années trente.

En effet, l'AIT a été contrainte d'associer la lutte pour l'émancipation des travailleurs à la lutte contre le fascisme que la social-démocratie et les communistes avaient perdu politiquement. La conquête des 36 heures par semaine par la CNT espagnole en juin 1936 et la lutte sanglante contre le fascisme des anarchistes italiens, bulgares, allemands et espagnols, en sont un exemple.

Une double lutte que l'AIT a payée au prix fort. Peut-être que ce qui illustre le mieux la situation entre de l'AIT d'aujourd'hui est la tragédie de la famille anarchiste Muhsam. Le poète Muhsam du Soviet de Bavière a été assassiné par les nazis en juillet 1934 et sa compagne Zensl Muhsam a disparu dans les prisons soviétiques en

1939 alors qu'elle s'était réfugiée en Russie pour chercher de l'aide contre le fascisme.

Pour une meilleure compréhension, nous avons divisé l'histoire de l'AIT en quatre périodes significatives, que nous allons brièvement commenter :

- La première va de ses origines à sa fondation. C'est la période de l'agitation sociale.
- La seconde va de sa fondation à la guerre civile espagnole. C'est ce que nous appellerons la période révolutionnaire.
- Le troisième est l'AIT et la guerre civile espagnole. C'est le baptême de feu de l'AIT.
- La quatrième et dernière période, de 1951 à 1986. L'ère de la reconstruction.

1^o – Agitation sociale

La nécessité d'une Internationale syndicaliste révolutionnaire a commencé à se faire sentir à la fin du siècle dernier, après la fin définitive de la Première Internationale en 1877. Douze ans plus tard, les syndicalistes réformistes créent leur propre internationale, celle d'Amsterdam, connue sous le nom de II^e internationale, qui disparaît, victime de ses contradictions, après la Première Guerre mondiale.

C'est au début de ce siècle que s'officialisent les premiers syndicats révolutionnaires et anarcho-syndicalistes, comme l'IWW nord-américain et la FORA argentin. En Europe, pour n'en citer que quelques-uns, l'USI italienne, la SAC suédois et les fédérations industrielles de Hollande; la CNT espagnole ne fut fondée qu'en 1910.

Ainsi, ce n'est qu'en 1913 à Londres que les syndicats révolutionnaires purent tenir leur premier congrès en septembre de la même année, avec la participation des syndicats allemands de la FVDG, de la SAC suédoise, de la COB brésilienne, de la FORA

argentine, de l'USI italienne et des délégués de plusieurs syndicats français, belges, espagnols et anglais¹.

Ce même Congrès syndical international fixe déjà les principes de la future AIT en se déclarant en faveur de la lutte des classes jusqu'à la réalisation de la socialisation de la propriété, de la solidarité internationale et de la libre association des travailleurs visant à l'abolition du système capitaliste et de l'État. La lutte se fera dans le domaine économique et par l'action directe.

Au cours de ce même congrès de Londres, il a été décidé de convoquer une nouvelle réunion l'année suivante, mais celle-ci n'a pu avoir lieu en raison de la Première Guerre mondiale. Le Secrétariat national du travail de Hollande a envoyé une circulaire à tous les syndicats participants pour un nouveau congrès à la fin de la guerre, qui n'a pas non plus pu avoir lieu parce que les gouvernements de Hollande, de Suède et du Danemark l'ont empêché à chaque fois.

Mais c'est aussi l'époque de la révolution russe, cet immense feu de joie qui a embrasé le monde et allait réduire en cendres les projets de la future Internationale du syndicalisme révolutionnaire, l'AIT actuelle, même si plus tard le rejet du centralisme soviétique par les syndicalistes révolutionnaires a été le plus grand stimulant pour la fondation de l'AIT.

En effet, certains des grands syndicats qui allaient finalement constituer la colonne vertébrale de la future AIT se déclaraient sympathisants de la IIIe Internationale, l'Internationale syndicale

¹ Lors de la première réunion préliminaire à Londres, les personnes suivantes étaient présentes avec leurs documents : L'USI italienne, la FVDG allemande, la Fédération industrielle de Hollande et la L.L. industrielle de Londres. À la seconde, dans la constitution du Congrès Syndicaliste International : FVDG, FORA Argentine, Fed. Local de Buenos Aires, COB brésilienne, US de Liège, Union des cafetiers cubains, USI, Union milanaise, SAC et plusieurs syndicats français et espagnols.

rouge de Moscou. Parmi eux, l'USI, la CNT espagnole, certains syndicats français et certains courants de la FORA².

En 1920, lors du passage de délégations de syndicats révolutionnaires de divers pays à Berlin, venus assister au congrès fondateur de l'Internationale Syndicale Rouge, s'est tenu aussi un congrès précipité qui donna naissance à l'Internationale révolutionnaire du Travail au beau milieu de débats violents entre les différentes positions³.

En réalité, les accords de ce congrès n'étaient qu'un pacte transitoire entre les syndicats révolutionnaires, pacte limité au fait d'être toutes les délégations présentes au congrès de Moscou. À leur retour de Russie, les délégués, déçus de voir que la réalité soviétique ne répondait pas aux espoirs placés dans la révolution, se réunirent à Dusseldorf pour convoquer une conférence plus importante l'année suivante à Berlin.

La Conférence Syndicaliste Révolutionnaire s'est tenue, comme prévu, à Berlin en 1921 et a réuni des délégations de tous les pays européens, y compris des délégués des syndicats soviétiques officiels et des minorités syndicalistes révolutionnaires russes⁴.

Les sessions de la Conférence ont duré quatre jours et au cours de la deuxième journée, les délégués des syndicats soviétiques ont violemment quitté la réunion lorsque la Conférence a adopté une résolution des minorités syndicalistes révolutionnaires russes condamnant les persécutions des travailleurs révolutionnaires dans tous les pays, en particulier en URSS.

² La CNT, l'USI et la FORA rejoignent l'Internationale syndicale rouge. Les syndicats révolutionnaires d'Europe du Nord refusent d'y adhérer. Lorsque les communistes russes commencèrent à persécuter les anarchistes et les minorités syndicalistes révolutionnaires des conseils ouvriers, le rejet devint général.

³ IWW nord-américain, FORA, FAUD allemand, WCM et SS anglais, SAC suédois, NAS néerlandais, USI, CNT, NSF norvégien et SRF français. Les syndicats officiels soviétiques étaient également invités.

⁴ FAUD, USI, CGT, CNT, SAC, NSF, FORA, minorités syndicalistes révolutionnaires russes et, pour la dernière fois, les syndicats officiels soviétiques.

La Conférence a convenu, entre autres, de tenir un congrès constitutionnel de la nouvelle internationale à la fin de la même année à Berlin. Il a également été décidé de rompre les relations avec les deux internationales syndicales marxistes : l'internationale syndicale réformiste d'Amsterdam et l'Internationale Syndicale Rouge de Moscou.

La nouvelle Internationale du Syndicalisme Révolutionnaire serait de type anarchiste, indépendante de tous les partis politiques, révolutionnaire et fédéraliste ; capable de regrouper tous les travailleurs pour transformer la société. Surtout, la nouvelle internationale ferait la promotion d'un courant syndicaliste différent de ceux de la IIe et de la IIIe internationale.

La Conférence a également lancé un appel à la solidarité en faveur des compagnons italiens de l'USI qui luttaien désespérément contre le fascisme dans leur pays. Une lutte parallèle à celle des syndicalistes et anarchistes révolutionnaires russes contre les communistes russes après qu'ils aient détruit les conseils ouvriers de la Révolution.

Désormais, parallèlement aux luttes pour l'émancipation de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et le capitalisme, les syndicalistes révolutionnaires devaient également lutter contre le fascisme et le communisme international.

Enfin, au mois de décembre de cette même année 1922, le congrès constitutif de l'AIT se tient à Berlin, ses séances durent jusqu'au 2 janvier et sont clandestines et entravées par la police. Il a réuni sept délégations au début et s'est terminé avec dix. La délégation espagnole, retenue à Paris par la police, est arrivée à la fin⁵.

Le congrès fondateur a adopté la déclaration de principes du syndicalisme révolutionnaire approuvée lors de la précédente conférence en juin, à laquelle il a ajouté un préambule avec une analyse de la situation actuelle dans le monde dénonçant l'offensive du capitalisme contre les travailleurs et la déviation de la révolution

⁵ Congrès fondateur : FAUD, SAC, CGTU française, NSF, USI, CNT, FORA et les minorités danoises, russes et tchécoslovaques.

sociale par les communistes russes, ce qui justifie la nécessité d'une nouvelle internationale révolutionnaire.

Sur le plan des principes, le syndicalisme révolutionnaire reconnaît la lutte des classes et aspire à la réorganisation de la société sur la base du communisme libre. La double tâche du syndicalisme révolutionnaire consiste dans la lutte quotidienne pour l'émancipation économique et sociale de la classe ouvrière dans la société actuelle, et dans l'élévation des masses à la direction de l'administration de la production et de la distribution des biens de consommation, en remplacement de la domination des partis politiques et des groupes dominants.

Les méthodes de lutte du syndicalisme révolutionnaire sont l'action directe, la grève générale, le boycott et la solidarité entre les travailleurs. Les structures de la société future seront le fédéralisme libertaire et le libre accord, étant entendu que le syndicalisme révolutionnaire n'est qu'un moyen pour mettre fin au capitalisme, mais jamais une fin.

Pour cette raison, le syndicalisme révolutionnaire s'oppose à l'État et à l'Église pour leur centralisme autoritaire qui limite la liberté des individus, et rejette le parlementarisme et la collaboration avec les institutions législatives. De même, il se déclare antimilitariste à la fois contre l'existence des armées et contre la fabrication de matériel de guerre de toute sorte.

Fondamentalement, le syndicalisme révolutionnaire se déclare internationaliste et rejette toutes les frontières, car il considère que les nationalismes sont la cause des États et des guerres, ainsi que de l'exploitation des travailleurs. Les peuples, comme les individus, doivent être libres de déterminer avec qui ils s'associent sans contrainte historique, éthique, religieuse ou politique.

Comme nous l'avons dit, le Congrès constitutif fut clôturé le 2 janvier 1923, et la nouvelle Internationale du syndicalisme révolutionnaire récupéra le nom d'Association Internationale des Travailleurs (AIT) en mémoire de la Première Internationale qui avait commencé la lutte pour l'émancipation sociale.

2º – La période révolutionnaire

Depuis sa fondation jusqu'à aujourd'hui, l'AIT a tenu 17 congrès internationaux, dont le dernier à Madrid en 1984, où a été nommé l'actuel secrétaire général. La période que nous allons commenter se termine avec le IVe Congrès de l'AIT à Paris en 1938 avec le débat historique sur la guerre civile espagnole.

Le 2e congrès de l'AIT⁶ s'est tenu en mars 1925, à Amsterdam. Deux ans auparavant, l'AIT avait tenu une importante session plénière internationale à Innsbruck (Autriche) à laquelle participaient sept délégations et où furent à nouveau soulevés le problème des relations avec les autres internationales ouvrières, les avancées du fascisme et la ratification de l'entrée des sections dans l'AIT.

En ce qui concerne les progrès du fascisme, le Secrétariat général a fait état des mesures prises avec les deux autres internationales ouvrières pour protester contre l'occupation du bassin de la Rhur par les troupes alliées et le manque d'intérêt du Parti communiste allemand pour combattre le fascisme avec l'aide des travailleurs.

Les deux internationales syndicales, l'Internationale socialiste d'Amsterdam et l'Internationale Syndicale Rouge de Moscou, n'ont pas répondu à l'appel de l'AIT et le plénum a convenu de rejeter les slogans de front unique lancés par les communistes puisqu'ils n'avaient pour intention que de diriger le mouvement ouvrier international et de contrôler le syndicalisme révolutionnaire.

Les rapports des délégués des sections sont dramatiques : le fascisme progresse partout, et ce ne sont plus seulement l'Italie et l'Allemagne qui sont menacées, mais aussi la Bulgarie, l'Espagne et la Turquie qui commencent à ressentir les effets de la répression sanglante des dictatures militaires.

⁶ FAUD, FORA, NAS, USI, NSF, SAC et une représentation autrichienne. La CNT espagnole est dans la clandestinité.

À cette époque, les sections d'Europe du Nord de l'AIT connaissent une croissance régulière. La NSF norvégienne compte cinquante-deux groupes locaux et deux fédérations industrielles ; la SAC suédoise, 30'000 membres. La FAU allemande compte 520 groupes et 120'000 membres ; son journal tire à 50'000 exemplaires par semaine.

Mais comme nous l'avons dit, le IIe congrès s'est tenu à Amsterdam en mars 1925. Les 12 sections qui formaient l'AIT étaient présentes, dont trois du continent américain. Une délégation du Brésil était également présente en tant qu'observateur. À cette époque, l'AIT publiait déjà trois périodiques en différentes langues et une revue d'études sociales en allemand⁷.

Le rapport du Secrétariat général confirme la consolidation de l'Internationale, malgré la dure répression dans la plupart des pays, même par les bolcheviks russes. Le syndicalisme révolutionnaire anime les courants anti-autoritaires du mouvement ouvrier avec une force imparable.

Comme thèmes du congrès, une motion fut débattue sur les partis politiques, dont il fallait déraciner le monopole qu'ils exerçaient sur les travailleurs et reconquérir la liberté de presse, d'expression et d'association, conquêtes des révolutions précédentes. Dans les pays où les syndicats sont illégaux, la lutte doit être menée dans les milieux de travail.

En outre, indépendamment de la lutte contre le fascisme, le congrès encourage les travailleurs à lutter pour des améliorations économiques immédiates, car de telles luttes favorisent l'avancée de la révolution. Le congrès a accepté la formation de fédérations internationales d'industrie pour internationaliser la lutte contre le capital et organiser la solidarité ouvrière.

Le IIIe Congrès s'est tenu à Liège, en Belgique, en mai 1928. Comme cela était obligatoire, une Plénière s'était d'abord tenue à Paris, en

⁷ FAUD, FORA, CNT, FPS danoise, NSV hollandaise, USI, IWW chilienne, CGT mexicaine, NSF de Norvège, CGT du Portugal, SAC, FORU de l'Uruguay. Délégations du Brésil, des É-U et du Pérou.

1926, pour examiner la situation de certaines Sections en exil et dans la clandestinité, comme l'USI, la CNT espagnole, les Bulgares, les Portugais où leurs militants étaient assassinés et emprisonnés par le fascisme.

Les persécutions de l'AIT ont motivé le congrès à étudier la nécessité de créer un fonds de solidarité pour les persécutés de tous les pays. Douze délégations et de nombreux représentants de syndicats boliviens, chiliens, paraguayens, chinois et japonais y participent⁸.

Dans le domaine économique, le congrès dénonce les nouvelles formes d'exploitation du capital, parmi lesquelles la rationalisation du travail et son développement financier et industriel dans des cartels et trusts internationaux qui deviendront les multinationales d'aujourd'hui.

Face à l'offensive capitaliste, le congrès propose la réduction de la journée de travail à 6 heures de travail et la nécessaire augmentation des salaires pour maintenir le pouvoir d'achat des travailleurs. De la même manière, il met en garde contre les concessions du capitalisme, comme les 8 heures du Traité de Washington. Signé par la plupart des gouvernements qui ont affaibli le mouvement ouvrier.

Le congrès a suggéré aux travailleurs de ne pas être dogmatiques dans leurs principes afin de pouvoir avancer parallèlement aux avancées du progrès et d'adapter leurs méthodes de lutte aux exigences du moment. Nous devons être flexibles et capables de nous adapter aux circonstances sans abandonner les principes du syndicalisme révolutionnaire. Le capitalisme international doit être combattu par des actions internationales, sur le terrain même de ses principes.

Enfin, le IIIe Congrès approuve la motion contre le militarisme et la fabrication de matériel de guerre et appelle toutes les organisations idéologiquement proches à s'unir dans la lutte révolutionnaire.

⁸ FORA, FAUD, CGTSR française, NSV, USI Exil, CGT mexicaine, NSF, SAC, CNT, FORU y des délégations boliviennes, chiliennes, du Paraguay, colombiennes, guatémaltèques tout comme les syndicats de Shanghai et le ZRFK japonais.

Le IVe Congrès de l'AIT a eu lieu à Madrid en juin 1931 après le renversement de la dictature militaire du général Primo de Rivera et la proclamation de la République, ce qui a permis à la CNT espagnole de retrouver la légalité, avec près d'un million de membres.

La participation des délégués était nombreuse. Aux sections reconnues par l'AIT, s'ajoutent celles de l'ACAT américaine fondée en 1929, une variété considérable de représentants de groupes anarchistes de tous pays et de syndicats indépendants⁹.

À ce congrès a lieu la présentation officielle de l'ACAT, Association continentale américaine des travailleurs, affiliée à l'AIT, qui regroupe 13 centrales syndicalistes révolutionnaires, dont sept sont représentées au congrès par leur propre délégation.

Le rapport du secrétaire général a laissé transparaître la croissance de l'AIT par l'ajout de nouvelles sections en Roumanie, en Bulgarie et en Pologne. La dissolution de la FORA par le gouvernement argentin, a eu des répercussions négatives sur le mouvement syndicaliste révolutionnaire en Amérique latine.

D'autre part, la CNT espagnole a resurgi, puissante et menaçante sur le plan révolutionnaire. Elle a été également persécutée par la nouvelle République qui a remplacé la dictature militaire. Dans d'autres sections, la situation était difficile, comme la FAUD, dont 90% de ses membres étaient sans travail. C'est l'Europe affamée du fascisme.

L'analyse de la situation ouvre la porte au débat sur les nouvelles formes de production. Les nouvelles techniques doivent être accueillies par les travailleurs, car le progrès industriel est révolutionnaire s'il est dépouillé de ses aspects répressifs. Ce qu'il

⁹ FAUD, NAS, CGT du Portugal, CGTSR, CNT, SAC, FA polonaise, ACAT américaine, COB, FORU, CGT mexicaine. De plus comme observateurs : les groupes antimilitaristes hollandais. *Ateneo Popular cubano*, *Road to Freedom* de New York, les groupes anarchistes bulgares et de nombreux délégués anarchistes et syndicalistes d'Allemagne, Japon, Portugal, et de la première fois, de la FAI espagnole.

faut obtenir, c'est que les techniques ne profitent pas seulement au capitalisme et ne servent pas à exploiter davantage la classe ouvrière.

Le congrès a également adopté plusieurs résolutions sur la réforme agraire et la crise économique, qui ne sera pas résolue tant que la transformation du système capitaliste ne sera pas complète, et a encouragé l'augmentation des salaires par l'action directe sans concession à aucun pouvoir politique ou corporatif.

De même, le congrès approuve une résolution antimilitariste et contre la fabrication de matériel de guerre, précisant les mesures à prendre pour empêcher sa production et son transport, pour lutter contre la conscription des travailleurs.

Aussi, et dans le cadre de l'analyse de la situation, le congrès dénonce la pénétration des idées nationalistes dans la classe ouvrière en raison de la misère croissante, qui précipite les tensions militaires et sociales. Car le fascisme n'est pas seulement la prise du pouvoir par les droites réactionnaires, c'est aussi la guerre.

Le Ve congrès se tient à Paris en août 1935, après une série d'événements décisifs pour l'AIT. C'est une période terrible. L'affrontement des deux vagues, la révolutionnaire et la fasciste, s'annonce brutal... c'est le début d'une guerre de survie sans quartier.

À l'irrésistible montée du fascisme en Europe, qui n'hésite pas à écraser les travailleurs à coups de canon comme dans le cas des socialistes autrichiens à Vienne, les anarcho-syndicalistes espagnols répondent par une série de grèves et de mouvements révolutionnaires qui sont passés à l'histoire sous le nom des « trois-huit ».

C'est exact. Le 18 janvier 1932, les mineurs du haut Llobregat déclarèrent une grève générale et, telle une marée révolutionnaire, implantèrent le communisme libertaire dans de nombreuses villes catalanes. La grève révolutionnaire atteint également l'Andalousie et le conflit dure près d'une semaine. La répression du gouvernement

républicain est dure et une centaine d'anarcho-syndicalistes de la CNT se voit déportée vers les colonies africaines.

Un an plus tard, les anarcho-syndicalistes espagnols se jetèrent à nouveau dans la lutte et, dans plus de cinquante villes et villages du pays, proclamèrent le communisme libertaire, ne serait-ce que pour quelques heures ou quelques jours. C'était le 8 janvier 1933.

À la fin de la même année, le 8 décembre, la CNT lance un nouveau mouvement insurrectionnel qui est noyé dans le sang par le gouvernement républicain. La ville de Villanueva de la Serena en Estrémadure, où le communisme libertaire s'est implanté, comme dans d'autres villes de la région, est prise d'assaut par les forces de la Garde civile.

À partir de ce moment, l'avenir du mouvement révolutionnaire mondial est lié au succès ou l'échec des anarcho-syndicalistes espagnols. C'est-à-dire de l'AIT, car la CNT était son rempart révolutionnaire en Europe. Le point de rencontre des deux vagues, comme on le verra plus tard, était l'Espagne.

Pendant cette période violente, l'AIT a tenu d'importantes sessions plénières internationales avant le Ve Congrès. La première a lieu en avril 1932, où est élu le nouveau Secrétariat de l'AIT, qui s'installe à nouveau à Berlin.

Mais l'AIT n'y reste pas longtemps. En janvier 1933, Hitler arrive au pouvoir et, après l'incendie du Reichstag, la persécution se déchaîne contre les partis politiques et les organisations de travailleurs. La police fasciste s'empare des locaux de l'AIT et saisit ses archives. Le Secrétariat général dû quitter l'Allemagne.

Le deuxième Plénum international s'est tenu à Amsterdam, en Hollande, où le Secrétariat général a été établi pour plus de sécurité. Une grande partie du Plénum a été consacrée au débat sur la perte des archives qui mettaient en danger les Sections et les militants de l'Internationale.

Dans ce Plénum, l'Union fédérale syndicaliste belge rejoint l'AIT. Ensuite, la situation en Europe est analysée face aux avancées du fascisme, considérant que les Sections ont déjà des milliers de

militants dans la clandestinité ou en exil. Les possibilités de survie dans l'Espagne révolutionnaire face à l'Europe fasciste ou sociale-démocrate sont également analysées.

Mais au sein de l'AIT, un autre danger avait été créé. La CNT elle-même, en dépit de son révolutionnarisme avéré, subissait les conséquences d'une profonde scission provoquée par les approches réformistes du groupe dit *trentista* qui préférait la collaboration à la confrontation sociale.

C'est le même problème que celui que la FORA argentine traîne depuis dix ans avec ses affrontements entre deux tendances syndicalistes et qui, à terme, deviendra le talon d'Achille du syndicalisme révolutionnaire.

Le troisième Plénum international, avant le Cinquième Congrès, se tient également à Madrid, où le Secrétariat général s'était installé en novembre 1933. Cependant, les activités révolutionnaires de la CNT, qui un mois plus tard, comme nous l'avons vu, lance un autre mouvement insurrectionnel, créent des problèmes pour le développement du Secrétariat général.

De plus, en Espagne, un an à peine s'était écoulé depuis la révolution socialiste d'octobre dans le bassin minier des Asturies et celle des séparatistes catalans. Le climat était donc à la répression, mais aussi à l'exaltation révolutionnaire.

Au Plenum, la possibilité que l'AIT joigne la campagne des fronts uniques (ou populaires) organisée par la 3e Internationale communiste contre le fascisme a été étudiée, mais laissée de côté en perspective d'un référendum au sein des Sections à ce sujet.

Lors du référendum, l'AIT a refusé de rejoindre les fronts uniques parce qu'elle avait compris que la lutte contre le fascisme impliquait également la lutte contre l'État. Parce que s'allier avec les partis politiques et les démocraties signifiait renforcer le système démocratique des capitalistes qu'elle combattait également.

Erreur stratégique ou non, c'est le même problème qui devait accabler la CNT espagnole pendant la guerre civile : faire la révolution ou gagner la guerre contre le fascisme. La question a

initié une polémique dans les milieux révolutionnaires et divisé tragiquement le mouvement anarchiste international.

Enfin, le Ve Congrès¹⁰ de l'AIT s'est tenu à Paris en août 1935. Lors de ce Congrès, un nouveau Secrétariat général est élu, qui résidera à Amsterdam. La préoccupation majeure du Congrès est la menace de guerre qui pèse sur l'Europe.

Mais lors de ce Congrès, comme lors des sessions plénières précédentes, les délégués insistent sur le fait que la lutte contre le fascisme doit être menée non pas en fonction des intérêts de la bourgeoisie, mais en fonction des intérêts de la révolution sociale. Ce qui implique une vision différente de la question « démocratie ou fascisme ». L'AIT adhère plutôt à une vision de « révolution sociale ou fascisme ».

Un document sur le syndicalisme révolutionnaire et sa riposte aux avancées du capitalisme dans le domaine économique est discuté, mais non adopté. Le congrès se termine par un message aux victimes de la répression, tant fasciste que soviétique, et des gouvernements libéraux et démocratiques assoiffés du monde.

Nous pouvons conclure ici la deuxième période de l'histoire de l'AIT actuel.

3^e – Baptême de feu

On peut dire que la troisième période commence dans les premiers jours de 1936 et se termine avec le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, alors que l'AIT a pratiquement été balayée de la scène sociale par les événements militaires et ne survit officiellement qu'en Suède ainsi que dans la volonté de certaines d'anarcho-syndicalistes exilés dans le monde entier.

¹⁰ Malgré l'importance du Vème congrès, peu de sections y ont participé en raison de la situation politique en Europe : FAUD, CNT, USI, SAC, CGTSR et NSV.

Cette période peut être considérée comme celle du baptême de feu de l'AIT, et aussi celle de la confusion idéologique. À l'aide de la guerre, les courants réformistes et possibilistes prospèrent au sein du syndicalisme mondial comme alternatives pour collaborer à la lutte contre le fascisme et reconstruire les pays détruits par la guerre.

Il est clair que le premier grand événement à se produire dans les affaires de l'AIT est le Congrès extraordinaire de la CNT espagnole à Saragosse, au mois de mai 1936. Ce congrès qui eut lieu au milieu de fortes tensions sociales dans le pays (grèves, confrontations) peut être considéré comme le détonateur de la guerre civile espagnole.

Pendant douze jours, des milliers d'anarcho-syndicalistes se sont réunis à Saragosse pour débattre des problèmes de la future révolution et du remplacement du système capitaliste par le communisme libertaire ; cela effraie la réaction.

Bien que cela n'ait peut-être jamais été suffisamment mis de l'avant, la chose la plus importante du Congrès est la réunification des deux courants qui divisaient la CNT, ainsi que la foi dans le triomphe d'une révolution qui était considérée comme presque à portée de main.

Le congrès, comme nous l'avons dit, s'est tenu en mai, coïncidant avec l'anniversaire des événements de Chicago, un événement important pour l'AIT. Deux mois plus tard, en juillet, avait lieu le soulèvement militaire soutenu par le fascisme international, qui donnait lieu à la guerre civile et à la révolution sociale des anarcho-syndicalistes de l'AIT.

Nous ne dirons rien de la guerre civile espagnole, sauf ce qui la lie à la révolution et à l'AIT, car des millions de pages ont été écrites sur la guerre civile et ce n'est pas le sujet de cette conférence.

La révolution anarcho-syndicaliste ou anarchiste espagnole, comme certains auteurs aiment à l'appeler, fut la conséquence non seulement du projet révolutionnaire formulé au congrès de Saragosse, mais surtout de la nécessité d'une réponse urgente à la situation créée par le soulèvement militaire qui paralysait la vie économique du pays.

Il est possible de se poser la question à savoir si les militaires ne s'étaient pas soulevés, si le processus révolutionnaire avait été possible. Au fur et à mesure que le soulèvement était maté dans les grandes zones industrielles et urbaines et dans les grandes zones paysannes, où prédominaient les organisations politiques et syndicales antifascistes, la vie sociale était réorganisée sur une base différente et c'est en cela que consistait la révolution.

La révolution a été anarchiste pour deux raisons : parce que la CNT était l'organisation la plus forte du pays, avec les idées les plus claires sur ce qu'il fallait faire dans une telle situation, et parce que les autres organisations n'étaient pas capables de réagir aux nécessités de la circonstance et ne le faisaient que lorsque les militaires avaient déjà été arrêtés.

C'est pourquoi il y a également eu une contre-révolution dans la zone républicaine pendant la guerre et les anarcho-syndicalistes de la CNT ont dû se battre sur deux fronts : contre le fascisme sur les champs de bataille et contre le gouvernement de coalition bourgeois antifasciste afin de sauver les conquêtes révolutionnaires.

La révolution a consisté en la socialisation du commerce, des transports et des industries dans les grandes villes, ainsi qu'en la collectivisation des campagnes dans des centaines de villages à une échelle qui n'avait jamais été atteinte auparavant dans aucun pays.

Au cours de la révolution, il y a eu des succès et des erreurs, surtout parce qu'en trente-six mois on ne peut pas changer la vie d'un pays, et encore moins en temps de guerre. Il a cependant été démontré que les travailleurs pouvaient organiser la société sans classes et sans méthodes autoritaires. Ce fut le grand triomphe moral et la leçon historique que les anarchistes espagnols ont laissés au monde entier.

Je vais répéter ici ce que m'ont dit de vieux paysans lorsque, après la dictature de Franco, je suis allé donner une conférence dans un village de La Mancha où la CNT avait maintenu une collectivisation prospère pendant toute la guerre : « nous n'avons pas collectivisé la richesse puisqu'il n'y en avait pas dans le village, nous avons socialisé des conditions de vie décentes pour tous avec l'effort de tous ».

L'élan révolutionnaire des anarcho-syndicalistes espagnols dura trois mois, jusqu'à ce qu'en novembre ils acceptent de participer au gouvernement. Mais les collectivités et les socialisations se sont maintenues tout au long de la guerre en surmontant les obstacles des circonstances et les pressions violentes du gouvernement et des partis petits-bourgeois, principalement les communistes, qui cherchaient à les détruire.

Cependant, paradoxalement, la plus grande critique des réalisations révolutionnaires provenait du Secrétariat général lui-même. Initiant du fait un débat idéologique qui dure encore et qui a débordé la sphère anarchiste internationale.

En novembre 1936, cinq mois après le début de la guerre civile, et alors que la CNT collaborait déjà avec le gouvernement, l'AIT se réunit. Le rapport du secrétaire général de l'époque, qui avait effectué trois voyages en Espagne, était négatif à l'égard des anarcho-syndicalistes espagnols.

Pour le Secrétariat général, la révolution avait stagné et, à certains égards, reculait sous la pression du gouvernement. Les collectivités et les municipalités libres nées de la révolution furent soumises à une politique priorisant la victoire de la guerre. Cette politique découlait des changements dans les opérations militaires et de l'attitude des dirigeants anarcho-syndicalistes.

Le débat en plénière a été divisé en deux camps. D'une part, ceux qui soutenaient les justifications et comportements de la CNT, parmi lesquels se trouvaient les Sections du Nord et les exilés des pays fascistes ; et d'autre part, les radicaux qui exigeaient de la CNT un retour à l'orthodoxie révolutionnaire¹¹.

Les délégués espagnols justifiaient la participation de la CNT au gouvernement et la militarisation parce qu'ainsi elle réussit à contrôler la situation et évita que les brigades confédérales soient commandées par des officiers qui lui sont étrangers. La même chose

¹¹ SAC, CGTSR, FAUD, CNT, USI, NSV. La CGTSR affronte les autres sections dans le débat sur la situation espagnole en critiquant ce que l'on appelle le déviationnisme de la CNT.

s'est produite dans le domaine économique en ce qui concerne le travail élaboré par les syndicats.

Le plénum a approuvé une résolution favorable à la CNT considérant que la lutte en Espagne faisait partie de la bataille générale contre le fascisme au niveau international. L'AIT s'engage alors à soutenir la lutte des anarcho-syndicalistes espagnols avec tous les moyens à sa disposition. Une autre résolution a également été adoptée pour dénoncer le gouvernement soviétique à la suite de la disparition de Zébl Müsham dans les prisons russes.

En juin 1937, un autre plénum de l'AIT se tient sur le thème de la révolution espagnole. Le Secrétariat général maintient sa critique de la CNT et critique ses dirigeants de ne pas avoir fait de la révolte anarchiste de mai 1937 à Barcelone un autre 19 juillet qui aurait rendu à la CNT le contrôle de la révolution au lieu d'apaiser les autres forces politiques.

En plus du rapport du Secrétaire général, le délégué suédois de l'AIT, dans son rapport, déclare que la guerre civile espagnole a mis en évidence certains problèmes du mouvement anarchiste international jamais connus dans la pratique et constate que les Sections de l'AIT devront étudier les enseignements de la révolution.

La CNT, selon le délégué de la SAC, avait accepté toute une série de responsabilités politiques avec lesquelles elle n'était pas d'accord avant la guerre. Comme la CNT avait compris que dans une révolution il doit y avoir un pouvoir public, surtout dans un pays où les anarchistes n'étaient pas seuls.

Le délégué suédois se prononce en faveur d'une collaboration politique avec tous les partis sans trop se compromettre dans le futur, en sacrifiant certains aspects révolutionnaires. C'était une offre de rénovation, non seulement de la stratégie révolutionnaire de l'AIT, mais aussi de sa philosophie idéologique.

Pour sa part, la CNT répond aux critiques des sections radicales de l'AIT en demandant leur compréhension. Elle explique que la CNT a sauté pratiquement de la clandestinité à la révolution alors que tous ses syndicats étaient affaiblis par le gouvernement républicain,

puisque la CNT a été la première à répondre au soulèvement militaire.

De plus, la CNT n'était pas seule en Espagne face au fascisme. Il y avait aussi l'UGT qui est une centrale syndicale puissante, bien que moins combative, et il y avait aussi les socialistes. Les petits partis républicains, dans leur ensemble, étaient également forts ; ils furent rejoints par les communistes pour défendre la bourgeoisie.

Il y avait aussi les démocraties européennes qui craignaient à la fois le fascisme et la révolution anarchiste et qui imposaient comme condition que la lutte des anarchistes contre le fascisme ne dépasse pas les limites du régime républicain établi de manière électorale.

Il est même question d'un débarquement de troupes anglaises et françaises en Catalogne pour mettre fin à la révolution anarchiste et faciliter la fin de la guerre civile.

Trois raisons justifiaient le projet d'un débarquement arbitraire visant à liquider la révolution anarchiste : la volonté des démocraties d'arrêter le fascisme allemand sur la base de concessions, qui a culminé dans le honteux pacte de Munich de septembre 1938 avec la reddition du territoire du sud-est à Hitler.

La seconde était la menace que représentait pour les intérêts britanniques et français l'existence d'une nation révolutionnaire à cheval sur la route commerciale la plus stratégique du monde, la Méditerranée, et surtout, alors qu'à l'autre bout de la mer, le nationalisme arabe représentait également un autre danger.

La troisième raison était la crainte du triomphe de la révolution anarcho-syndicaliste en Espagne et de son extension à toute l'Europe, qui serait prise au piège par l'emprise des communistes au Nord et des anarchistes au Sud.

Enfin, disaient les délégués espagnols, la révolte de Barcelone a éclaté parce que les compagnons de l'organisation catalane ne pouvaient plus résister aux pressions du gouvernement autonome de la *Generalitat* ni aux provocations des socialistes et des communistes qui, à l'époque, exterminaient l'aile trotskyste du POUM.

La plénière internationale de l'AIT, une fois de plus, a ratifié son soutien à la section espagnole dans sa lutte contre le fascisme. Une brève revue du reste des sections de l'AIT a été faite et la situation a été résumée comme suit : en Amérique latine, presque toutes les sections de l'ACAT étaient rendues clandestines à cause des dictatures militaires.

En Europe, à l'exception des Sections française, néerlandaise, suédoise et norvégienne, toutes les autres avaient disparu face à l'avancée du fascisme, à l'exception de la Section espagnole, qui luttait ouvertement sur les champs de bataille avec des chances inégales et peu de compréhension de la part du prolétariat mondial.

L'AIT convoqua encore un congrès extraordinaire pour traiter du problème de la guerre civile espagnole, mais ce sera le dernier de cette troisième période, car l'AIT ne se réunira à nouveau que quinze ans plus tard. C'est-à-dire après la Seconde Guerre mondiale, alors que le fascisme avait déjà disparu militairement.

Le Congrès extraordinaire a lieu à Paris, au mois de décembre 1937, et donne lieu à une confrontation entre la CNT espagnole et le Secrétariat général de l'AIT, comme lors des sessions plénières précédentes, en raison des déviations subies par les compagnons espagnols dans la révolution¹².

Un autre des sujets discutés était l'attitude de la SAC à l'égard de l'AIT, puisque celle-ci n'avait pas accepté les critiques de l'Internationale face à la situation en Espagne et avait suspendu son aide à la CNT et rompu ses relations avec le Secrétariat. La SAC ne partageait pas les thèses des autres Sections sur la révolution espagnole.

Le Secrétariat général accusa à nouveau la CNT de céder aux intérêts de la bourgeoisie, ce qui mettait en péril l'unité du prolétariat mondial. La confusion créée par la collaboration de la CNT avec le gouvernement était trop grave et le Secrétariat général demanda sa

¹² Les sections présentes au congrès extraordinaire étaient les suivantes : CNT, CGTST, NSV, GG belge, SAC, DAS allemand (anciennement FAUD), USI, FA, CGT chilienne et FORU.

radiation de l'Internationale, entre autres parce qu'elle n'avait pas respecté les principes de l'AIT et qu'elle n'avait pratiquement pas cotisé malgré sa croissance.

La réponse de la CNT fut de demander aux sections de remplacer le secrétaire général par un autre ayant une vision plus large des choses et moins dogmatique. À la fin du Congrès, le secrétaire général sera remplacé par un nouveau secrétaire qui résida en Espagne, car l'AIT n'avait pas la force de s'opposer à la CNT.

Le congrès extraordinaire, le VI^e de l'AIT, dura dix jours et, outre la polémique entre le Secrétariat général et la CNT, il fut question de la solidarité avec l'Espagne et de l'aide internationale. Malgré l'importance de la guerre civile espagnole, le prolétariat mondial se montra peu sensible à sa cause, comme il ne l'avait pas fait non plus avec les révolutionnaires allemands lors de la montée du fascisme.

L'AIT a présenté un plan de collaboration aux deux autres Internationales syndicales marxistes dans l'objectif de boycotter les transports mondiaux de marchandises des pays fascistes, en guise d'aide au peuple espagnol. Plan que les autres Internationales n'ont pas accepté.

D'un autre côté, les anarchistes ne disposaient pas des masses dans les pays encore libres pour pouvoir entraîner les travailleurs dans un soutien inconditionnel à la révolution espagnole, ce qui limitait les activités de l'AIT et ses efforts dans la lutte.

La fin de la guerre d'Espagne avec la victoire du franquisme et le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale vont contraindre le secrétaire général de l'AIT à déménager de nouveau. Cette fois ce sera en Suède, où elle restera pour une longue période. Pendant cette période l'AIT restera en état d'hibernation forcée, contrainte par les circonstances qui traversent le monde.

4^e – La reconstruction

Le VII^e congrès de l'AIT s'est tenu près de quinze ans après le précédent et, à ce moment-là, non seulement l'AIT, mais aussi le monde entier avait changé avec la défaite du fascisme sur les champs

de bataille et l'émergence de nouvelles nationalités et de nouveaux problèmes sociaux face auxquels la faible AIT resta en marge.

Cela ne signifie pas pour autant que l'AIT soit absente des problèmes de son temps. Le Secrétariat général résidait en Suède et dans une circulaire d'août 1944, il annonçait le retour du FORA à la clandestinité comme conséquence du coup d'État militaire connu sous le nom de « mouvement des colonels » qui anticipait le fascisme de Perón.

Une autre circulaire en octobre de la même année parlait des persécutions des anarchistes en Pologne et de leur internement dans les camps de concentration soviétiques, car dès qu'ils eurent été libérés des nazis, ils furent à nouveau persécutés par les communistes russes, au mépris de leur collaboration et leur lutte dans la résistance au côté des Juifs contre les troupes allemandes de l'occupation.

Enfin, en cette même année 1944, dans une autre circulaire datée de décembre à Stockholm, le Secrétariat général alertait les travailleurs du monde entier sur le sens réel de la guerre qui venait de se terminer dans des termes très durs pour les Alliés.

Les troupes alliées, disait la circulaire, prétendaient se battre pour la démocratie, mais elles pensaient à une démocratie capitaliste. La mission des troupes alliées n'était pas seulement de détruire le fascisme, mais aussi d'empêcher la lutte des travailleurs pour leur émancipation économique et leur liberté.

Les troupes alliées dans les pays libérés du fascisme protégèrent les intérêts de la bourgeoisie de la même manière que des régimes fascistes comme celui de Franco, du moment que cela servait leurs intérêts. Les Alliés désarmaient les groupes armés des mouvements populaires qui luttait contre le fascisme sous le prétexte de la fin de la résistance, mais en réalité, leur objectif était d'empêcher les tentatives révolutionnaires comme en 1917.

À la fin de la guerre – rappelons que la circulaire est datée de décembre 1944 – la lutte de la classe ouvrière devrait reprendre pour

obtenir de nouvelles conquêtes révolutionnaires sans concessions à la bourgeoisie ni au capitalisme.

Dans une circulaire ultérieure, datée de mai 1945, il dénonce un télégramme de Staline au Pape dans lequel il déclare que l'URSS ne tenterait pas de changer l'ordre social existant, mais, au contraire, s'opposerait à tout changement révolutionnaire dans le monde.

Une dénonciation qui sera confirmée par une circulaire dramatique un an plus tard, en mai 1946, parlant de la répression des groupes anarchistes en Bulgarie par les nouveaux dirigeants communistes au service de l'URSS, qui n'hésitaient pas à fusiller les anarchistes en les accusant d'être des traîtres et des alliés du capitalisme.

Comme on le verra, les anarcho-syndicalistes n'avaient pas tout à fait tort lorsque, dans leur analyse de la lutte contre le fascisme lors des congrès qui ont précédé la guerre civile espagnole, ils excluaient les alliances avec la bourgeoisie et les communistes. Car les démocraties capitalistes, les communistes et l'Église catholique partageaient les mêmes objectifs.

L'important est que, si les sections de l'AIT ont disparu dans les dédales de la guerre, ses militants arrachés par milliers de leurs pays d'origine comme les Espagnols et les Bulgares, et d'autres qui, comme les Italiens, y sont revenus après de longues années d'exil, elles n'ont pas perdu le sens révolutionnaire de sa mission qui, comme un cordon ombilical, les reliaient au passé et aux origines de leurs luttes.

Ce qui est clair, c'est que la Seconde Guerre mondiale a été le triomphe du capitalisme sur toutes les autres forces sociales qui, sous l'illusion de combattre le fascisme, sont intervenues dans la guerre. C'est pourquoi on a tant insisté pour neutraliser la vague révolutionnaire des années précédentes, à commencer par la révolution anarchiste espagnole.

Les guerres de libération ultérieures n'ont pas été révolutionnaires puisqu'elles avaient renforcé le pouvoir de l'État et des bourgeoisies nationales en tant que groupes dominants dans ces pays. Elles ont dénaturisé le concept de révolution sociale en substituant

l'émancipation des travailleurs à la montée en puissance de groupes politiques au service des oligarchies financières.

En mai 1946, il y eut à Stockholm une conférence pour essayer de reconstruire l'AIT, dont nous n'avons guère de référence, mais qui servit à reprendre les relations interrompues par la guerre mondiale avec tous les groupes anarcho-syndicalistes du monde.

Le VIIe Congrès s'est tenu à Toulouse à la mi-mai 1951, et bien qu'il ait été organisé par la CNT française, l'impulsion est venue des milliers d'anarcho-syndicalistes espagnols exilés dans le monde entier et parfaitement organisés en noyaux fédérés de la CNT-AIT.

Le congrès avait comme rôle de relancer l'AIT dans la nouvelle ère, mais passa ses séances à débattre au sujet de ses relations avec la CNT espagnole, qui à l'époque traversait une autre scission importante entre dans la clandestinité et l'exil qui a duré six ans.

Une scission qui transcendait d'une certaine manière l'ensemble de l'AIT, la divisant en deux interprétations sur la légitimité des délégations présentes. En réalité, quelque chose de plus profond était débattu : si la collaboration avec les autres forces antifascistes ayant combattu pendant la guerre était terminée ou, au contraire, s'il fallait la continuer, au même titre que la collaboration avec les institutions républicaines en exil pendant que le franquisme restait au pouvoir.

Un autre thème central du congrès est le réformisme de la SAC et son acceptation des projets patronaux et gouvernementaux suédois pour sortir de la crise économique, ce qui l'éloignait des principes de l'AIT. La SAC cherchait à obtenir une réforme des statuts afin de leur permettre de collaborer avec l'État et de se présenter aux élections municipales ; il faisait même certaines concessions au militarisme.

La discussion sur les principes et tactiques de l'AIT et la volonté de réformer les statuts ont fortement passionné le Congrès. Le rejet de la collaboration avec l'État et l'orthodoxie idéologique dominait le congrès, comme lors du débat sur l'Espagne, mais la SAC avait introduit en lui la graine du réformisme.

Quatorze délégations représentant l'AIT étaient présentes au VIIe Congrès, avec une majorité de pays européens et deux délégations américaines, l'argentine et la cubaine. La Suède a été à nouveau élue comme résidence du Secrétariat général¹³.

Le VIIIe Congrès a eu lieu deux ans plus tard, également en France, à Puteaux, en juillet 1953. Un total de 20 délégations d'Europe et d'Amérique ont participé à ce congrès, dont le point culminant a été l'approbation de la résolution sur le cas dit de l'Espagne¹⁴.

Cette résolution mettait fin au débat ouvert sur la collaboration de la CNT à la guerre civile et considérait comme dépassée la situation créée par celle-ci. La période collaborationniste était terminée et la CNT revenait à son orthodoxie anarcho-syndicaliste caractéristique.

Mais le plus grave, c'est que la scission au sein de la CNT restait ouverte et qu'il fallut encore près de dix ans pour réaliser l'union des deux tendances. Une union très fragile qui se brisera à nouveau trois ans plus tard, donnant lieu à une longue série de séparations qui perdurent encore. Le schisme de la collaboration et le travail clandestin de la SAC avaient eu des effets négatifs sur l'anarcho-syndicalisme espagnol.

Le rapport des sections au Congrès est clairement positif quant à son rétablissement, mais l'AIT est loin d'être ce qui l'avait porté à la tête du mouvement ouvrier révolutionnaire mondial. Elle n'a pas encore trouvé sa place dans la nouvelle situation mondiale d'après-guerre.

Enfin, le VIIe Congrès accepta la démission du secrétaire général, de la section suédoise, qui était à la tête de l'AIT depuis quinze ans et élit un camarade français pour le remplacer. C'était la première fois

¹³ NSV, USI, NSF, CNT française (venue après la CGT-SR), SFD danoise, SAC, Autriche, FORA, SWF anglaise, CNT bulgare en exil, *Asociacion Libertaria Cubana*, des groupes allemands, CNT espagnole (intérieur) et la CNT espagnole AIT (exil).

¹⁴ CNT espagnole (Exil), CNT espagnole (intérieur). SWF, SFD, OVB hollandaise ainsi que des délégués anarchistes hollandais et allemands, SAC, CNT française, Italie (USI en période de reconstruction). CNT bulgare en exil, CGT chilienne, CUTC, Cuba, NSF, FORA, Uruguay et les IWW des États-Unis

qu'une femme représentait l'Internationale, créant ainsi un précédent dans l'histoire de la révolution.

À partir de ce Congrès¹⁵, les autres se succèdent assez régulièrement, le tout conformément aux statuts de l'AIT. Le IXe Congrès eut lieu également en France, à Marseille, en juillet 1956. Ce qui ne changeait pas, c'était le ton des débats sur le réformisme.

Ainsi, le rapport du secrétaire général dénonçait les activités de la section suédoise favorables au collaborationnisme, et s'immisçant dans la vie des autres sections. La gravité de l'affaire est que la SAC entraînait d'autres sections dans ses projets, comme la section néerlandaise, où elle a trouvé un appui.

C'est aussi la première fois que les compagnons danois assistaient à un congrès de l'AIT avec leur propre représentation, la délégation danoise avait sérieusement accusé les Suédois de manœuvres sournoises pour imposer leurs vues à l'AIT. La SAC, disaient les Danois, avait changé ses principes et voulait forcer les autres à la suivre contre leur gré.

La réaction des Sections contre la SAC était unanime. L'AIT était peut-être une Internationale faible à cette époque, mais cela ne justifiait pas qu'elle se laisse entraîner par le courant réformiste qui dominait le mouvement ouvrier et qui, au sein de l'AIT, était représenté par la SAC.

Aux arguments de la SAC et des Néerlandais en faveur du réformisme et de la stratégie possibiliste, les délégués répondaient en rappelant que ni le possibilisme de Kropotkine ni la trahison de la IIe Internationale socialiste n'ont favorisé en quoi que ce soit le mouvement ouvrier et ont au contraire facilité la montée du fascisme et du communisme autoritaire.

Mais si les congrès précédents étaient des débats sur les principes de l'AIT, le Xe congrès, tenu en août 1958, était celui de la rupture avec

¹⁵ SAC, Danemark, CNT-France, NSF, CNT espagnole (intérieur), CNT espagnole (exil), CNT espagnole exil AIT, FORU, FORA, USI SWF, Hollande.

la SAC. Dix sections différentes de l'AIT participaient à ce congrès. Le congrès se déroulait à Toulouse.

Ce Xe congrès réanalysait les activités collaborationnistes de la SAC, notamment dans ses activités municipalistes et ses caisses de chômage qui la liait à l'État. On comprenait ses difficultés à se développer dans la société suédoise, mais ses complots contre l'AIT n'étaient pas tolérés¹⁶.

Dans les débats sur la SAC, les sections considéraient que si la SAC ne respectait pas les principes de l'AIT, elle s'excluait elle-même de l'Internationale. L'intention n'était pas d'expulser la SAC, mais de lui faire clarifier sa position au sein de l'anarcho-syndicalisme.

La fin du débat sur la section suédoise aboutit à une résolution du Congrès dans laquelle il était contraint d'accepter une mise à l'écart de la SAC, l'une des sections fondatrices de l'AIT dans les années 20. Les délégués de la SAC déploraient le manque de vision de l'AIT face aux problèmes actuels et quittèrent le Congrès.

Afin d'éviter de futures déviations dans l'Internationale, le Congrès approuva une motion de la FORA dans laquelle il était établi que seuls les groupes qui acceptaient le communisme libertaire, mieux encore le communisme anarchique, et les principes du fédéralisme comme leur but pouvaient être admis dans l'AIT.

À la fin, le congrès élaborait un document visant à renforcer l'AIT, et un camarade de la CNT espagnole en exil fut nommé secrétaire général. Le secrétaire général continua à résider en France.

Nous manquons de documentation sur le XIe Congrès, mais il s'est tenu en 1961 en France, et y étaient présents les délégués suédois et néerlandais qui avaient quitté l'AIT, mais ils n'avaient pas rectifié leurs positions ni reconsidéré leur désaffiliation. Ceci n'est pas surprenant après la radicalisation du Xe Congrès sur le communisme libertaire.

¹⁶ SAC, NSF, CNT française, CNT espagnole (AIT). Indirectement représentés : USI, CNT espagnole (intérieur), FORU, FORA, SWF, Danemark, et de nombreux autres groupes.

Le XIIe Congrès se tient également en France, à Puteaux, entre fin octobre et début novembre 1963. Lors de ce congrès, le point le plus pertinent est le débat sur les relations avec les autres Internationales syndicales par certaines sections en dehors de l'AIT¹⁷.

Un autre problème étudié était celui des relations difficiles entre certaines fédérations anarchistes et les sections de l'AIT comme dans le cas de la Fédération Anarchiste de France avec la CNT française, et de la FAU uruguayenne avec la FORU. L'AIT souffrait de la crise de l'anarchisme organisé dans sa nouvelle phase.

Un autre problème également considéré était la pétition adressée au Congrès par plusieurs associations argentines qui demandaient d'être reconnues comme membres de l'AIT en dehors de la FORA. L'existence de trois courants différents au sein du FORA produisait une grande confusion au sein du Congrès lors des discussions.

En ce qui concerne les relations avec les autres Internationales, on reprochait à la CNT espagnole en exil son manque de respect des statuts de l'AIT en raison de ses engagements avec des syndicats réformistes internationaux et avec des organisations sous la protection du Vatican.

L'accord de l'*Alianza Sindical* avec des organisations affiliées aux Internationales comme la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) et la Confédération internationale des syndicats chrétiens (CISC), tant opposés à l'AIT, ne rentre pas dans l'analyse des sections. Il y a trente ans, l'*Alianza Sindical* existait déjà en Espagne en tant que projet révolutionnaire, mais aujourd'hui elle est perçue comme une manœuvre de l'Internationale socialiste et de l'Église pour faciliter la sortie du franquisme.

Le XIIIe Congrès de l'AIT eu lieu à Bordeaux, en novembre 1967. Dix sections, américaines et européennes, étaient présentes : la section argentine continuait à présenter trois représentations comme au Congrès précédent. Dans la FORA s'était produit un phénomène de

¹⁷ CNT française, CNT espagnole (exil), USI, NSF, SWF, FORA et la CNT bulgare (en exil).

désagrégation commun aux grands syndicats touchés par le réformisme¹⁸.

Les travaux de ce congrès sont pour la plupart constructifs. De nouvelles positions sur l'économie, le coopérativisme et le collectivisme, et sur la manière de rendre la propagande de l'AIT plus pratique sont étudiés. Le congrès se termine par un débat sur la situation argentine et un nouveau secrétaire général, qui résidera également en France, est désigné parmi les exilés espagnols.

Avant d'aller plus loin, nous dirons qu'entre les deux derniers congrès, en 1961, la CNT espagnole met fin à la scission après 17 ans d'affrontements entre les deux courants opposés. L'exil et l'intérieur pour la première fois depuis la guerre civile marchent ensemble et le résultat est l'intensification de la lutte contre le franquisme où la CNT paie un tribut sanglant.

Le XIVe Congrès s'est tenu à Montpellier en octobre 1971 et a réuni dix délégations. Comme le précédent, c'est un congrès plutôt constructif, même si le problème de FORA assombrit les séances. Le groupe d'amis de l'AIT vénézuélien devient une section sous le nom de FORVE¹⁹.

Le congrès fait une étude sur l'implantation de l'AIT dans les pays sous-développés et définit l'autogestion révolutionnaire, qui dans la guerre civile espagnole était appelée collectivisation et socialisation. Ce sont des formules qui doivent être transférées à la société d'aujourd'hui dans le cadre de la lutte révolutionnaire.

Et comme nous le disons, le sujet de la FORA ne clarifie guère la situation. Fondamentalement, il s'agit du même problème que celui dont souffrent les syndicats de l'AIT à l'époque actuelle lorsqu'ils sont confrontés aux complexes législations du travail imposées par la social-démocratie. Il s'agit de la lutte contre l'influence du réformisme dans le mouvement ouvrier.

¹⁸ CNT française, CNT espagnole (exil), USI, CNT bulgare (en exil), FORA, FORU, NSF, SWF, FORA et la SWF s'est excusé par lettre.

¹⁹ CNT française, CNT espagnole (exil), USI, FORVE, NSF, FORA, SWF CNT bulgare (en exil).

Le XVe Congrès garde le même ton que les deux précédents. C'est un Congrès prolifique en résolutions sur les problèmes actuels du monde : les guerres nationalistes et les soi-disant luttes de libération ; le retour des dictatures dans les pays sous-développés, la société de consommation, la croissance démographique et la faim, la pollution de l'environnement...

Les compagnons allemands du groupe de Cologne assistent à ce Congrès pour la première fois en tant qu'observateurs après une absence de l'AIT de plus de quarante ans. Malheureusement, la plupart des sections sont absentes pour diverses raisons. Il s'agit d'un Congrès minoritaire. Il s'est tenu à Paris en avril 1976²⁰.

À l'époque de ce Congrès, l'AIT traversait un mauvais moment. Les sections uruguayenne et norvégienne donnent à peine des signes de vie, et l'USI italienne est en période de reconstruction. Le côté positif est la présence des Allemands, qui ont joué un rôle si important dans l'histoire de l'AIT, ainsi que la demande d'adhésion des compagnons danois et les contacts avec des groupes d'anarcho-syndicalistes suédois en dehors de la SAC qui souhaitaient formaliser leur adhésion.

Les compagnons portugais de l'*Alianza Anarco-sindicalista* désirant formaliser leur adhésion assistèrent aussi au congrès. Ceux-ci informent le congrès de leurs relations avec la SAC et de leur présence au Congrès de Stockholm où ils ont pu observer le grand intérêt des jeunes pour l'AIT.

Une analyse sereine de la situation de l'AIT nous permet d'affirmer que l'Internationale se redresse lentement, malgré l'expansion sociale-démocrate dans les pays européens qui ont démobilisé le mouvement ouvrier en l'intégrant comme une institution de plus dans les mécanismes de l'État.

Le XVIe congrès de l'AIT a également eu lieu en France, à Paris, en avril 1976. C'est le plus positif des plus récents congrès de l'AIT et les

²⁰ CNT espagnole (exil), CNT française, CNT bulgare, FORVE et SWF. Comme observateurs : Le groupe allemands de Cologne, AAP du Portugal, CRIFA et FAI italienne.

raisons pour cela ne manquent pas. De nouvelles sections ont été incorporées et ce qui stimule le travail du Congrès.

Il y a trois nouvelles délégations et deux ont été récupérées depuis le Congrès précédent, comme la norvégienne et l'italienne, qui avaient traversé une grave crise de consolidation²¹.

Parmi les nouveaux visages, on trouve les Allemands, les Américains du LWG des États-Unis, qui sera la première section nord-américaine de l'AIT dans son histoire actuelle, et les Australiens de l'*Industrial Workers*. Tous ces groupes seront déjà des sections de l'AIT lors du prochain congrès.

Dans ce Congrès, la section espagnole, après avoir été représentée pendant de nombreuses années par l'organisation exilée de la CNT, est remplacée par la délégation espagnole, car cela fait six mois que la dictature militaire de Franco a disparu et que la CNT a retrouvé la légalité.

C'est une substitution qualitative, très significative, qui va changer la tradition de l'AIT dans son développement habituel. Le travail de survie des compagnons espagnols exilés a été difficile et on peut affirmer que leur dévouement presque fanatique à l'association a sauvé l'AIT.

Il est clair que l'AIT est une organisation en pleine expansion. De cinq sections au XIVe Congrès, elle est passée à dix au XVIe, certaines d'entre elles n'ayant jamais appartenu à l'AIT auparavant. L'USI, maintenant rétablie, est devenue une organisation nationale et les groupes suédois sont considérés comme une future alternative à la SAC.

Cependant, il y a un débat entre les délégués anarchistes italiens au congrès en tant qu'observateurs et la représentation de l'USI, sur la légitimité de l'USI en tant que section de l'AIT, que le congrès résout

²¹ SWF, CNT espagnole en exil, CNT française, groupe AIT de Suisse, CNT bulgare en exil, NSF, FORVE. La FORA n'a pas pu y aller. Observateurs : ASO danoise, SAC et CRIFA. Comme nouvelles sections on peut compter : les allemands de la FAU et la LWG des États-Unis où les sections de l'AIT sont persécutées depuis les événements de mai 1886.

en ne reconnaissant aucune autre centrale syndicale italienne comme membre de l'Internationale que l'USI.

Sur la question des relations avec les autres organisations anarchistes, plus précisément avec la *Comisión de Relaciones Internacionales de las Federaciones Anarquistas* (CRIFA), le congrès est sans appel : « nous reconnaissons l'affinité idéologique de la CRIFA avec l'AIT – dit le congrès –, mais les organisations sont autonomes ».

Le CRIFA et l'AIT peuvent développer ensemble des problèmes concrets, en gardant toujours à l'esprit que le CRIFA est une organisation spécifiquement anarchiste et l'AIT une organisation de travailleurs.

Le Congrès est favorable au maintien des relations avec toutes les organisations apparentées et avec celles du syndicalisme révolutionnaire, même si elles ne se considèrent pas comme anarcho-syndicalistes, telles que la SAC, l'IWW américaine et l'OVV néerlandaise. L'ASO danoise est provisoirement admise comme section jusqu'au prochain Congrès.

Sur le point des positions révolutionnaires et de l'attitude de l'AIT face aux actions du terrorisme international de gauche et de droite, le Congrès statue que les soi-disant gauchistes ne sont pas des révolutionnaires, mais le produit de la répression étatique et du système autoritaire actuel.

Une autre chose est que ces terroristes prétendent représenter les travailleurs dont ils sont isolés. Le terrorisme de droite est celui organisé par le fascisme international contre le mouvement ouvrier à l'aide de la collaboration des États, de la police et de l'armée, et financé par le capitalisme.

Il existe d'autres formes de terrorisme, le terrorisme nationaliste, avec de profondes racines religieuses catholiques ou musulmanes fondamentalistes, qui utilisent la misère du peuple comme justification morale de leurs actes violents, mais qui ne sont pas non plus véritablement révolutionnaires.

Les nouvelles technologies, les avancées des multinationales et la situation créée par celles-ci dans les relations de travail, ainsi que la grande crise économique résultant de l'augmentation du prix des produits pétroliers, sont également analysées par le Congrès.

Une autre nouveauté de ce Congrès est la composition du nouveau Secrétariat général, qui était jusqu'alors composé de délégués de différentes sections et dont une seule section assumera dorénavant la responsabilité. Le nouveau Secrétariat sera issu de la section espagnole, avec résidence à Madrid, et sera composé de cinq membres : Secrétaire général, Organisation, Archives, Propagande et Administration.

Le plus récent congrès de l'Internationale, le XVIIe, s'est tenu à Madrid, rompant avec une longue tradition de trente-trois ans de réunion en France pour des raisons connues de tous. Le Congrès avait un air de fraîcheur, et l'AIT s'exprimait en anglais.

Dans ce congrès sont déjà représentées les 12 sections qui composent l'AIT actuel et certaines de celles qui seront intégrées dans un court laps de temps. Le congrès a eu lieu en avril 1984 et les sessions ont duré quatre jours²².

La nouveauté du XVIIe Congrès, ce sont les compagnons japonais de la WSM, nouvelle section de l'AIT, bien que les Japonais militaient depuis longtemps autour de l'Internationale. Il en est de même pour les Australiens, mais leur entrée est en attente du prochain Congrès.

Depuis le précédent congrès, l'ASF est incorporée à l'AIT en tant que nouvelle section, en attendant une ratification. L'important est que l'AIT se développait avec un esprit ouvert aux problèmes de l'époque actuelle. Le problème de la situation en Amérique latine, ainsi que celui de la Pologne, préoccupait le congrès.

Ainsi, plusieurs résolutions importantes ont été votées en analysant la situation mondiale et les tensions créées par les deux impérialismes militaires qui se sont partagés l'hégémonie dans deux

²² CNT espagnole, CNT française, CNT bulgare, USI, ASF, WSW du Japon, LWG des É-U, DAM d'Angleterre, FORA, FORVE, ASO, ASO australienne.

zones d'influence. Mais l'impérialisme a beaucoup à voir avec l'expansion du capitalisme sous toutes ses formes.

Quant au chômage, qui dans le monde atteint des proportions dramatiques, le Congrès affirme que dans le système capitaliste il n'y a pas de solution au problème. Comme méthode de lutte, les travailleurs doivent exiger la semaine de 35 heures avec le maintien du pouvoir d'achat nécessaire pour faire face à la situation.

Mais c'est peut-être dans la résolution antimilitariste et dans la condamnation de l'énergie nucléaire comme cause de destruction que le Congrès met le plus l'accent. L'AIT condamne les blocs militaires impérialistes et exalte la désobéissance civile face au service militaire et la désertion en cas de guerre. Le nouveau Secrétariat général tombe à nouveau entre les mains de la section espagnole.

Depuis le XVIIe Congrès, deux sessions plénières internationales de l'AIT ont eu lieu : l'une à Paris²³ en septembre 1985 et l'autre à Turin, en Italie, en juin 1986. Lors de la première, la crise mondiale du syndicalisme réformiste a été traitée et la situation créée au sein de la CNT espagnole par une nouvelle scission promue par un secteur réformiste a été étudiée.

Au plénum de Turin²⁴, un seul thème a été abordé : l'avancée des multinationales et la nécessité d'alternatives internationales pour les combattre. Parce que le problème des multinationales est avant tout une lutte entre exploités et exploités sous d'autres formes, mais la même lutte comme toujours.

Et maintenant, quelques mots pour terminer : est-ce l'heure de l'AIT, l'heure du syndicalisme révolutionnaire ? Je pense que c'est à nouveau sa grande chance. L'échec du syndicalisme réformiste dans la crise économique actuelle et les approches de l'économie de

²³ Plénière de Paris de 1985. CNT espagnole. CNT française, CNT bulgare, FAU, DAM, ASO, NSF, LWG, USI

²⁴ Plénière de Turin de 1986: CNT espagnole, CNT française, CNT bulgare, FAU, NSF, USI, ASF Danoise, DAM, et une représentation chilienne en exil.

marché font renaître des pratiques syndicalistes que l'on croyait dépassées.

Les millions de chômeurs dans les pays industriels et l'émergence de l'économie noire ou souterraine sont une conséquence des nouvelles approches capitalistes, mais aussi de l'échec du syndicalisme réformiste et de la politique économique de la social-démocratie dans tous les pays.

L'annonce de la fermeture de onze usines de General Motors aux États-Unis avec un licenciement de trente mille travailleurs ces jours-ci et l'effondrement de l'immobilier Neue Heimat des syndicats du DGB sont également des aspects de cet échec du syndicalisme réformiste dont nous parlons.

Nous n'allons pas dire que les approches de l'AIT sont la seule alternative à la situation actuelle, mais nous allons essayer de continuer à le démontrer. Rien de plus chers compagnons.

Cologne (RFA) 15 et 16 novembre 1986

Chronologie de l'AIT

- 1864** Fondation de l'*Association Internationale des Travailleurs* (Première Internationale) à Londres.
- 1866** Premier congrès de l'AIT à Genève (septembre).
- 1876** Mort de Bakounine (1er juillet).
- 1886** Exécution des Martyrs de Haymarket (11 novembre).
- 1891** Fondation de la FOA en Argentine, renommée FORA en 1901.
- 1892** Fondation de la Fédération des bourses du travail, France
- 1893** Fondation de la NAS aux Pays-Bas.
- 1895** Fondation de la CGT à Limoges, France.
- 1896** Premier congrès des travailleurs péruviens organisé par des anarchistes locaux.
- 1897** Les anarcho-syndicalistes contribuent à la fondation de la FRO à Porto Rico.
- 1897** Fondation de la *Freie Vereinigung deutscher Gewerkschaften* en Allemagne, renommée FAUD en 1920.
- 1901** La FOA en Argentine est renommée FORA.
- 1905** Fondation de la FORU en Uruguay (mars).
- 1905** Fondation des IWW à Chicago (juin).
- 1906** Les anarcho-syndicalistes fondent la Fédération du Travail du Paraguay.
- 1906** Fondation de la *Federação Operária Regional Brasileira*.
- 1906** À Amiens, la CGT publie la « Charte d'Amiens » réaffirmant ses principes syndicalistes révolutionnaires.
- 1906** Formation du Groupe Sud-Russe des anarcho-syndicalistes.
- 1907** Lancement à Londres de *Voice of Labour*, premier journal anarcho-syndicaliste anglophone.
- 1907** Congrès anarchiste d'Amsterdam
- 1910** Fondation de l'*Industrial Syndicalist Education League* en Grande-Bretagne.
- 1910** Fondation du SAC en Suède.
- 1910** Fondation de la CNT en Espagne (octobre).

- 1911** Fondation de la CGT au Portugal.
- 1911** *Golos Truda*, premier journal anarcho-syndicaliste russe lancé à New York, transféré à Petrograd en 1917.
- 1912** Fondation de l'USI en Italie.
- 1913** Congrès syndicaliste révolutionnaire international tenu à Londres.
- 1916** Fondation du NSF en Norvège.
- 1917** Début de la Révolution et de la guerre civile russes.
- 1918** Premier congrès panrusse des anarcho-syndicalistes (août), second congrès en novembre/décembre.
- 1919** Fondation de la FACB en Bulgarie.
- 1919** Fondation des IWW au Chili.
- 1919** Fondation de la Fédération Régionale des Travailleurs par des anarcho-syndicalistes au Pérou (juillet).
- 1920** Insurrection anarcho-syndicaliste en Patagonie, Argentine.
- 1921** Insurrection de Kronstadt contre les bolcheviks (1er-18 mars).
- 1921** Mort de Kropotkine
- 1921** Fondation de la *Confederación General de Trabajadores* au Mexique
- 1922** Premier congrès de l'*Association Internationale des Travailleurs* (AIT), à Berlin (décembre). [Fondée sous le nom *International Workingmen's Association*, elle sera renommée plus tard *International Workers' Association* par soucis anti-sexiste]
- 1923** Premier congrès de la NSV aux Pays-Bas.
- 1923** Massacre et répression des anarchistes et anarcho-syndicalistes en Bulgarie.
- 1923** Fondation de la Fédération Régionale des Travailleurs Indiens au Pérou par des anarcho-syndicalistes.
- 1923** Les anarcho-syndicalistes contribuent à la fondation de *Union Obrera Venezolana*
- 1925** Ile Congrès de l'AIT, Amsterdam.
- 1928** Fondation de l'ACA par des anarcho-syndicalistes en Pologne, renommée ZZZ en 1931.
- 1928** IIIe Congrès de l'AIT, Liège, Belgique (mai).
- 1929** Fondation de l'*Asociación Continental Americana del Trabajo* à Buenos Aires

- 1931** Fondation de la CGT au Chili par des anarchistes.
- 1931** IVe Congrès de l'AIT, Madrid.
- 1932** Mort de Malatesta
- 1932-1933** Plusieurs insurrections anarcho-syndicalistes en Espagne
- 1934** Insurrection massive des mineurs dans les Asturies, Espagne.
- 1935** Ve Congrès de l'AIT, Paris.
- 1936** Début de la Révolution et de la guerre civile espagnoles (juillet).
- 1937** Contre-révolution communiste à Barcelone, massacre de militants de la CNT et d'autres (mai).
- 1937** Congrès extraordinaire de l'AIT, Paris.
- 1938** VIe Congrès de l'AIT, Paris.
- 1938** Procès de masse contre les militants de la FAUD en Allemagne.
- 1939** Début de l'extermination des révolutionnaires anarchistes et anarcho-syndicalistes par l'État espagnol.
- 1940** Interdiction de toutes les organisations et syndicats syndicalistes révolutionnaires en Europe occupée par les nazis.
- 1945** Début de la liquidation des militants syndicalistes révolutionnaires en Europe de l'Est par l'armée soviétique.
- 1948** Arrestation massive et destruction du mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste bulgare.
- 1950** Fondation du SWF en Grande-Bretagne.
- 1951** VIIe Congrès de l'AIT, Toulouse (mai).
- 1952** Fondation du COB en Bolivie.
- 1953** VIIIe Congrès de l'AIT, Puteaux, France.
- 1953** Soulèvement ouvrier en Allemagne de l'Est (juin).
- 1956** IXe Congrès de l'AIT, Marseille.
- 1956** Révolution ouvrière hongroise (octobre-novembre).
- 1958** Xe Congrès de l'AIT, Toulouse (août).
- 1961** XIe Congrès de l'AIT, Bordeaux (septembre).
- 1963** XIIe Congrès de l'AIT, Paris.
- 1967** XIIIe Congrès de l'AIT, Bordeaux.
- 1971** Soulèvement ouvrier à Gdansk, Pologne.

- 1971** XIVe Congrès de l'AIT, Montpellier, France.
- 1976** Réapparition de la CNT comme syndicat en Espagne.
- 1976** XVe Congrès de l'AIT, Paris.
- 1976** Relance de la FAU en Allemagne de l'Ouest.
- 1977** Rassemblement de 300 000 personnes à Montjuich en Espagne pour la relance de la CNT espagnole
- 1979** XVIe Congrès de l'AIT, Paris.
- 1979** Fondation du DAM en Grande-Bretagne.
- 1980** Signature des « Accords de Gdansk ». Fondation de Solidarnosc.
- 1983** Premier congrès de l'USI réactivée en Italie.
- 1984** XVIIe Congrès de l'AIT, Madrid.

Cette brochure joint les textes de deux conférences sur l'histoire de l'Association Internationale des Travailleuses-Travailleurs:

L'organisation révolutionnaire internationale du prolétariat

de Eduardo Colombo (1996),
historien anarchiste argentin

A.I.T., l'internationale inconnue (des origines à 1986)

de Fidal Gorron Canoyra (1986),
alors secrétaire de l'A.I.T.

Le premier texte s'intéresse à l'évolution historique des idées portées par l'anarcho-syndicalisme de l'A.I.T. Le second texte retrace les événements, les faits marquants et les tendances historiques de l'A.I.T.

Cercle des ami.e.s de l'A.I.T. de Montréal
cercleaitmontreal.org



**Association Internationale
des Travailleuses-Travailleurs**
iwa-ait.org